NUMERO 630 PRIX : 6 F MARS 1977

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

L'EUROPE DU PHILOSOPHE ET L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

« Le Monde » du 10 février dernier a publié en première page un appel de Jean-Paul Sartre « aux militants socialistes ». L'article portait en titre : La construction de l'Europe. C'était par antiphrase sans doute, car le but de l'éminent philosophe était de détruire le peu d'Europe qu'il peut y avoir, de la dénoncer comme une création « germano-américaine ». Retenez bien ce terme avec son trait d'union ; vous ne risquez d'ailleurs pas de l'oublier car il revient dix fois sous la plume superbe du philosophe. Son appel veut retenir les socialistes français sur « le chemin européen où montent les périls », où menacent les projets de « l'adversaire de classe », soutenus par les thèses atlantiques des principaux dirigeants du parti socialiste actuel.

J'entends examiner ici, point par point, les arguments du grand philosophe. Auparavant, il convient peut-être de mettre en cause l'autorité qu'il se donne de nous éviter des erreurs politiques. Car c'est sur l'autorité qu'il a acquise justement dans l'art d'écrire et de penser qu'il s'appuie pour nous conseiller dans un domaine où nous connaissons des spécialistes de moins bonne foi.

Sinon, sur quoi s'appuierait-il ? Certainement pas sur ses antécédents personnels dans la politique qu'il croit, lui, être celle de la lutte de classe. Il n'oublie pas — en tout cas nous n'oublions pas — qu'il s'est trompé au moins une fois, mais lourdement, quand il cautionnait les néo-staliniens de Moscou et de Paris, quand il se promenait en U.R.S.S., loin du peuple et dans la bonne compagnie des écrivains dits « soviétiques » portant panonceau officiel. Il a pris sa part du grand mensonge, il y a collaboré sous le prétexte, a-t-il écrit, qu'il ne fallait pas « désespérer Billancourt » ! Il niait par là la célèbre formule de Gramsci : « Seule la vérité est révolutionnaire ».

Nous pourrions donc simplement le récuser comme donneur de leçon politique. Nous n'y pensons pas, car qui ne s'est jamais trompé, même aussi lourdement ? Nous ne l'admirons pas moins dans les domaines de la pensée et de l'art où il est passé maître. Nous regrettons seulement de le voir persévérer « diaboliquement » dans l'erreur. Nous allons le suivre, le poursuivre, sur son chemin divagant.

Avant de nous dépêtrer de ses contradictions, un mot encore ; plus qu'un mot : une prise de position. Si Sartre veut nous convaincre que l'Europe en préparation, en construction (si l'on en croit son titre, non son texte) n'est pas l'Europe des travailleurs, mais une Europe capitaliste, il perd son temps et un talent qui pourrait être mieux employé. Nous savons cela depuis l'école primaire de la lutte de

DANS CE NUMERO :

classe. La France est capitaliste, mais l'opposition des travailleurs, au moins d'une grande partie d'entre eux, y est vive ; il y a, potentiellement, une contre-société. Billancourt n'est pas désespéré, même s'il a perdu le mythe anesthésiant d'une Russie socialiste. L'Europe ouvrière serait-elle vaincue avant de combattre ? La classe ouvrière, aussi, est multinationale ; sa lutte pour le bien-être et la liberté est européenne et mondiale contre ceux, individus, classe ou Etat, qui disposent des moyens de production. L'Europe capitaliste ou technocratique est grosse de l'Europe des travailleurs. Avez-vous vu la similitude qui existe aujourd'hui, dans tous les pays de l'Europe, entre les plans capitalistes de redressement économique et entre les programmes de revendications que leur opposent les travailleurs ?

⁂

Dans ses premières lignes, J.-P. Sartre nous révèle son explication de la crise, de la crise capitaliste que nous connaissons : c'est le résultat de la guerre économique ouverte contre l'Europe par les Etats-Unis et le Japon. Ces deux pays seraient-ils exempts de la crise capitaliste ? Et puis, si c'est une guerre qu'ils mènent contre l'Europe, il semblerait — en stratégie élémentaire — que l'Europe devrait faire bloc contre ces ennemis, que les pays européens devraient s'unir pour être plus forts dans cette guerre économique qu'on leur fait. Eh bien ! non, pour Sartre le danger est qu'ils s'unissent et — allez donc vous y reconnaître ! — ce sont les U.S.A., leur adversaire, qui poussent à ce qu'ils s'unissent !

Ce sont évidemment « les sociétés multinationales germano-américaines » qui poussent le plus. Tiens donc ! ces sociétés multinationales ne seraient que bi-nationales et ce sont ces monstres bicéphales qui voudraient qu'un parlement européen soit élu au suffrage universel. Ajoutez à cela, s'il est possible encore d'y ajouter, que cette élection est préparée *en commun* par Giscard et Chirac ! Vous reconnaissez là une certaine touche qu'au prime abord nous n'aurions pas crue sartrienne.

Essayons quand même de nous y retrouver. Nous croyions, avant que Sartre ne vînt, que les sociétés multinationales se trouvaient bien de la division économique et politique de l'Europe, qu'elles avaient dans ce continent divisé et affaibli un bon terrain de prospection, d'investissement et de profit. Nous croyions, parce qu'on nous le disait et parce que cela nous apparaissait pertinent, que la stratégie élémentaire contre les sociétés multinationales était la formation d'un ensemble économico-politique cohérent, et aussi que la lutte ouvrière contre ces nouvelles forteresses capitalistes supposait l'union ouvrière européenne.

Sartre détruit cette croyance naïve. Pour lui, l'assemblée européenne en préparation est « l'instrument institutionnel de la domination germano-américaine ». On a dit avant lui, avec peut-être plus de raison, qu'en France l'assemblée nationale, élue au suffrage universel, était « l'instrument institutionnel de la domination du capital ». Nous ne sommes pas ici les défenseurs aveuglés du suffrage universel ; nous ne le considérons pas comme le dernier mot de la démocratie.

L'élection d'un parlement européen n'est pour nous qu'une péripétie secondaire dans la construction de l'Europe, surtout de l'Europe des travailleurs. Mais nous voudrions comprendre pourquoi l'élection de députés à ce parlement rendrait plus dangereux l'édifice : il comprendrait des députés communistes français, des députés communistes italiens. Cela devrait, sinon nous emballer, du moins rassurer Sartre qui, sur ce point, est leur allié. Ces députés élus ne manqueraient pas de mener l'opposition nécessaire, de faire obstacle à l'emprise des sociétés multinationales, de démissionner au besoin pour porter le conflit devant les travailleurs européens qui les ont désignés, d'empêcher que ce parlement élu au suffrage universel ne fasse de notre continent « une nouvelle Amérique latine » ! (C'est Sartre qui parle ; c'est absurde mais il parle ainsi).

« Allez-vous voter avec Giscard et le R.P.R. ? s'écrie notre philosophe ». Alors là, si nous n'avions admis comme postulat sa bonne foi, nous serions en droit de la mettre en doute. Il sait très bien que ce sont ceux qui refuseront le parlement élu qui voteront avec Michel Debré, Sanguinetti et une grande partie du R.P.R., avec tous ceux pour qui « tout ce qui est national est nôtre ». En vérité, J.-P. Sartre fait sa rentrée dans la politique en faisant une crise de nationalisme et même « d'antibochisme » traditionnel. Sauf qu'il en veut seulement à l'Allemagne de l'Ouest, bien entendu. Il écrit que « la social-démocratie allemande est l'instrument privilégié de l'impérialisme américain », que « la police de la République fédérale pratique l'assassinat et la torture légale ». S'il dit vrai — et je veux croire qu'il a des pièces dans son dossier — il a raison de la dénoncer. Mais le mur de Berlin serait-il un obstacle à la libre circulation de ses idées ? La télévision ne lui a-t-elle jamais montré, comme à nous-mêmes, une parade militaire à Berlin-Est ? N'a-t-il pas été indigné, comme nous-mêmes, par ce « pas de l'oie » ressuscité et qui a fait école à Moscou ?

Non, J.-P. Sartre ne voit le mal, et le mal absolu, qu'en République fédérale. Comme il veut trop prouver, il y va trop fort : il accuse maintenant l'Allemagne de l'Ouest de livrer de quoi faire des bombes atomiques au Brésil et à l'Afrique du Sud ! Il dit cela dans un pays dont le gouvernement pratique ouvertement ce genre de livraisons dans tous les coins du monde où elles sont demandées. Sartre n'en souffle mot et pourtant la France serait aussi partie prenante dans l'Europe dont il ne veut pas. Il ne dit rien non plus des manifestations monstres qui ont lieu en Allemagne contre les centrales nucléaires et qui font reculer Helmut Schmidt. Il ne voit en tout que la collusion « germano-américaine », et il nous assure que la ligne du gouvernement allemand « prolonge et précède (sic) la nouvelle stratégie définie aux Etats-Unis ». J'ai pourtant lu quelque part que le président Carter s'opposait à ces livraisons.

Mais Sartre n'en est plus à une contradiction près. C'est son domaine. En voici une autre : la position de la Grande-Bretagne dans l'Europe des Neuf et, plus particulièrement, à propos de cette élection d'un parlement européen au suffrage universel. On s'attendrait à la voir soutenir les projets tortueux que Sartre prête aux Etats-Unis. Rappelez-vous De Gaulle et sa politique européenne. Sartre fait appel à la mémoire de De Gaulle et à sa lutte pour « l'indé-

pendance nationale ». Or, De Gaulle s'opposait à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne ; c'est la Grande-Bretagne qu'il accusait d'être « l'instrument privilégié de l'impérialisme américain ». C'était l'heure de l'accord et de l'amitié entre la France et l'Allemagne pour résister à l'hégémonie américaine introduite par l'Angleterre ; et De Gaulle avait un oncle bavarois ! Quant aux adversaires déclarés de l'union européenne, ils ne parlaient pas alors d'Europe germano-américaine, mais — rappelez-vous — d'Europe vaticane ! Ce ne serait plus bien porté aujourd'hui dans les salons néo-communistes.

Nous nous attendions donc, en prolongeant la ligne de la logique sartrienne, à trouver l'Angleterre, en avant-garde de son allié d'outre-Atlantique, pour cette Europe des société multinationales et « pour l'élection d'un parlement à son service ». Or, il se trouve que le jour même où « Le Monde » publiait l'article de J.-P. Sartre, il nous informait, immédiatement en dessous, que le gouvernement Callaghan ne montrait aucun empressement à consulter les citoyens britanniques sur cette question de l'élection d'un parlement européen ; que M. John, ministre d'Etat au Home Office, « n'envisageait pas à quelle date le gouvernement présentera aux Communes le projet de loi définissant les modalités d'une élection européenne ».

« Le Monde » rappelait enfin que le congrès du Labour, en octobre dernier, s'était prononcé à une forte majorité contre le principe d'une telle consultation ». Si Sartre a raison, les Etats-Unis ont perdu leur grand allié d'hier pour en prendre un autre, tandis que Sartre en trouve un dans la social-démocratie britannique !

Je crains fort que notre philosophe ne soit tombé dans le puits. Il pourrait se retrouver bien seul demain ou en mauvaise compagnie dans son « Comité d'action contre l'Europe germano-américaine et l'élection d'un parlement à son service », abandonné même par ceux qu'ils croient ses plus fermes alliés dans sa croisade ; ceux-ci ont une dialectique propre à surprendre le meilleur des philosophes. Il ne lui resterait plus qu'à dire, comme Simone de Beauvoir à la dernière ligne de son autobiographie : « J'ai été floué ! ».

Pour nous, il n'aura pu contribuer à nous faire tromper de route. Il adjure les militants socialistes de ne pas s'engager dans « une voie irréversible ». Il y a parmi nous certainement des membres du parti socialiste. Mais en priorité et en primauté nous sommes des syndicalistes ouvriers. L'Europe, nous la prenons telle qu'elle est ; avec ses capitalistes et ses technocrates qui ne sont pas de notre bord, mais nous ouvrons nos bras aux frères ouvriers du vieux continent, nous voulons lutter avec eux contre le capitalisme multinational et la nouvelle classe d'exploiteurs du peuple. Et notre solidarité, dans la pensée et dans l'action, ne s'arrête pas aux frontières reconnues à Helsinki. Notre Europe, elle aussi, va de l'Atlantique à l'Oural et notre champ au-delà, à l'ouest comme à l'est.

R. GUILLORE.

DANS LES P.T.T. : LA FEMINISATION

L'emploi de préposé se dévalorise : la fonction est scindée en deux domaines diférents : d'une part la manutention. Vu l'importance du trafic, le peu de mécanisation du travail, ses servitudes et le mépris de fait où on le tient, son salaire insuffisant, on trouve de moins en moins de candidats. D'ordinaire les petits bureaux y affectent un personnel relativement âgé, trop « en situation » pour protester, et l'administration centrale y envoie les débutants dans les grandes villes.

De l'autre la distribution qui est de plus en plus motorisée en Province, alors que la situation est inverse dans les villes, le relevage des boîtes à lettres n'étant pas fait par les distributeurs urbains. Le passage d'un emploi de manutention à un autre de distribution se fait assez facilement par le jeu des mutations. Mais l'origine citadine du postier moyen fait que l'attraction de la campagne compte moins qu'autrefois. Si bien que l'administration doit affecter de plus en plus de ces emplois aux débutants. En outre, raison non professionnelle mais qui a son importance, le travail de préposé tient dans l'opinion féminine une place dévalorisée. Comme le mariage reste très largement un moyen de passer dans la classe sociale directement supérieure pour la masse des jeunes françaises, pour les mêmes raisons que jadis les paysans, les préposés vont être voués au célibat. D'autant plus qu'il y a depuis 1920 un excédent annuel de 30 000 naissances de garçons de plus que de filles, et que les lois de la démographie et de la sociologie mettent à l'écart les plus dévalorisés.

Bien entendu, les confidences des intéressés à ce sujet sont rares, et ni les syndicats, ni l'administration ne sont habitués à étudier scientifiquement les raisons qui amènent la désaffection pour un emploi. Les femmes n'étant pas affectées — dans la situation actuelle qui est en train de se renverser lentement — par ces raisons psycho-sociologiques, sont donc sollicitées à devenir préposées à la distribution, et l'emploi commence à se féminiser.

Mais ni les administrateurs qui y voient une masse de manœuvre commode, ni les syndicalistes qui souvent font partie de la hiérarchie de la distribution, quand ils ne sont pas simplement détachés comme permanents de syndicats ou d'associations n'envisagent de faire une place importante aux femmes parmi l'encadrement.

Ce qui n'empêche pas que les emplois physiquement les plus durs, et le travail de nuit qui reste très pratiqué, soient essentiellement masculins pour des raisons évidentes. Mais la Poste française, qui a beaucoup d'analogie avec celle de l'U.R.S.S., est en train de prendre la même voie : 80 % des emplois des P.T.T. soviétiques sont tenus par des femmes.

C'est ainsi que par le biais de la féminisation on exploite doublement une catégorie de travailleuses, tout en créant les sources de tensions et de divisions futures.

Actuellement les syndicats sont dépassés par l'événement, ou ne le prennent pas au sérieux. De toutes manières ceux qui s'en occupent sont loin d'être les premiers visés. Quant aux technocrates maison, seul compte pour eux le profit et leur carrière.

Les classes d'âge

La situation syndicale, la manière et la formulation de la revendication par chacune des catégories de postiers est aussi fonction de mentalité, d'éducation, de formation, et de classes d'âge. La stratification pyramidale que l'on retrouve partout dans les P.T.T., se retrouve aussi parmi les classes d'âge. Toutes y sont représentées, mais certaines le sont plus dans tel emploi

que d'autres si bien qu'on peut établir un âge moyen global par fonction. (Ce qui n'empêche pas les cas particuliers contradictoires). Ainsi le cadre A, emploi de direction, se situe de 28 ans à 35 ans en province, et vers 24 ans à Paris ; le cadre B, petit encadrement et exécution, de 36 à 40 ans en province vers 30 ans à Paris, le cadre C, l'infanterie des PTT entre 46 et 48 ans en province, 42 ans à Paris.

Chaque « cadre » ayant sa propre hiérarchie il est nécessaire d'aller plus loin. Pour le cadre A, les administrateurs se situent en moyenne entre 36 et 46 ans, les cadres supérieurs entre 37 et 52 ans, les receveurs entre 38 et 54 ans, les chefs de centre entre 44 et 55 ans, les inspecteurs entre 23 et 45 ans, les inspecteurs élèves entre 21 et 28 ans.

Le cadre B, qui regroupe tous les emplois de bureaux, va de 21 à 27 ans à la base (agent d'exploitation) à une moyenne de 34 à 55 ans au sommet (contrôleur divisionnaire.

Le cadre C, pour l'essentiel les ouvriers d'état et les préposés, la maîtrise s'y situe entre 33 et 52 ans, les préposés chefs de 31 à 57 et les préposés de 19 à 39 ans.

Si bien que ce sont les plus inexpérimentés et dont l'origine sociale est la plus modeste, le niveau culturel le plus fiable, qui sont aussi les plus jeunes et les moins bien défendus.

Les syndicats, véritable administration parallèle, au même titre que l'administration d'Etat, et que les partis politiques, que le gouvernement et ses ministres, ont aussi leurs lourdes responsabilités dans la dégradation du service public et des emplois.

Les résultats des élections aux commissions paritaires — qui restent affaires de minorités — permettent de situer les « champs » d'action des uns et des autres.

La C.G.T. arrive en tête avec 40 % des inscrits, mais est surtout représentée dans les grades subalternes, tant à l'exécution que dans la maîtrise où elle a souvent une forte majorité. F.O. a 26 % des inscrits, mais a à peu près autant d'adhérents dans la totalité des corporations internes de la poste, tout en étant plus faible que la C.F.D.T. parmi les techniciens des télécommunications. Celle-ci arrive seconde après la puissante Fédération Nationale des Télécommunications qui a 60 % des votants.

La C.F.D.T. avec 18 % des inscrits, est particulièrement forte parmi les catégories d'employés, de secrétaires administratifs et de techniciens.

Il faut faire une différence de 2 % à 5 % entre les votants (80 % des inscrits) et les adhérents des syndicats. La C.F.T.C. et la C.F.T. maintenant des positions entre 2 % et 5 % uniquement dans le « cadre » B et C, et les autonomes en perte de vitesse avec 1 % à 2 %.

Mais la situation de monopole dans un bureau, ou dans une branche professionnelle à l'échelon local, la complication des votes à trois niveaux (local, régional, national) font que la solidité de beaucoup de syndicats de base tient plus à la personnalité d'un responsable, ou aux moyens matériels dont il dispose, ou à la bonne volonté de ses supérieurs hiérarchiques, qu'à ses résultats réels ou à la notoriété de son organisation.

Seules les grandes concentrations de personnels, comme les centres de tri, parce qu'il s'agit de jeunes, et que la question du travail manuel est primordiale et affecte des diplômés des écoles secondaires, permettent une confrontation objective.

Confrontation où l'on retrouve pêle-même, du côté C.G.T. tout l'appareil communiste particulièrement puissant et organisé, mais lent à la détente et de maniement lourd, les problèmes théoriques des groupes marxistes qui dirigent localement F.O. — groupes qui essaient de concilier un certain anti-communisme avec la propagande de l'Union de la Gauche, et les complexes idéologiques de la C.F.D.T. qui mélange allègrement la contraception avec le tri des lettres, la lutte pour les places de gérants de foyers ou de cantines avec la défense des comités de soldats.

La création de centres de tri neufs dans les départements de la région parisienne (où 60 % du trafic se concentre sur les trois ou quatre bureaux qui sont liés aux grandes entreprises) a « dégonflé » les effectifs de syndiqués traditionnels, par le jeu des mutations. L'administration a décidé de féminiser les centres neufs. A terme, on peut penser qu'il y aura peu d'opposition syndicale quand les dits centres de tri passeront sous la coupe du secteur privé, et des principales entreprises pour lesquelles ils travaillent déjà très largement.

Parallèlement, la grève de 1974, partie des centres de tri, a montré aux P.D.G. tout l'intérêt de bénéficier de centres de tri privés.

Finalement l'une des plus grosses erreurs des syndicats des P.T.T. est de refuser de sortir de l'étroit domaine corporatif, et dans celui-ci des seuls problèmes de hiérarchies, où ils se cantonnent d'une élection à l'autre, d'une grève à l'autre.

En Province, l'administration est totalement soumise aux administrateurs régionaux, qui, véritables potentats des postes, ou grands-ducs des télécommunications, puisqu'il y a quasi séparation, attendent les ordres de Paris pour les choses importantes. Quand le pouvoir au sommet sait où il va, la routine assume le quotidien. Quand celui-ci est indécis, celle-là « fait tourner la machine » par habitude, mais à la merci de l'imprévu.

A Paris, où la moyenne d'âge est plus faible, et où tous les problèmes sociaux s'accumulent, tout est finalement soumis au caprice d'une occasion favorable pour faire grève, et à la « poigne » des syndicalistes-bureaucrates qui, en s'appuyant sur leurs adhérents de province, reprennent en main les mouvements sauvages et en éliminent les leaders. Au besoin en demandant à l'administration de jouer les « mains séculières ». Rien de spontané.

Ici et là, le problème est intrinsèquement lié aux structures politiques du pays. En province, tout est lié aux réactions des notables et des politiciens locaux qui savent faire valoir, et prévaloir, l'intérêt du grand électeur, ou du riche industriel qui se soucie moins de l'intérêt du grand électeur, ou du riche industriel qui se soucie moins de l'intérêt public que de ses propres bénéfices.

A Paris, les appareils des partis, surtout le P.C.F. et l'U.D.R., ici et là les trotskystes, qui, exclus de la C.G.T. comme « taupes rouges » se retrouvent à la tête de F.O., ou les militants catholiques ouvriers devenus employés, les associations de cadres supérieurs, sont de fait, les maîtres des situations, l'obstacle à leur puissance résidant dans leurs oppositions. Que Giscard d'Estaing arrive à regrouper contre lui l'opposition des communistes et des gaullistes, il risque fort d'y avoir des contrecoups dans les P.T.T. parisiennes.

L'arrivée des techniques de l'audio-visuel va être à la poste traditionnelle « la poste aux lettres » ce que le satellite artificiel est au signal de fumée : une révolution dont on perçoit mal encore l'ampleur. La minicassette, par exemple, commence a être répandue dans les milieux d'affaires. Voir et entendre font plus qu'écrire.

Il n'y a pour le moment ni infrastructures générales, ni habitudes courantes. Mais il n'a pas fallu dix ans pour que tous les Français aient leur télévision, et qu'on se rende compte que la gestion technique de l'ex-O.R.T.F. aurait été moins coûteuse effectuée par l'Etat.

Cela aurait permis de diffuser au sein de l'administration des techniques de pointe qui vont lui faire défaut. D'autant que le monopole est déjà restreint, et ne prévoit pas de garantir les intérêts collectifs quand de nouvelles inventions deviennent d'usage courant. Finalement c'est l'usager-consommateur qui en fait les frais.

Mais c'est précisément l'évolution qui est souhaitée : le meilleur pour les plus riches, toutes les possibilités pour « l'élite », le reste, coûteux et imparfait, pour la grande masse des travailleurs-salariés-consommateurs.

Daniel SERVET.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

DANS TOUTE L'EUROPE, BATAILLE OUVRIERE

Le plan Barre n'a aucune originalité. Tous les gouvernements européens, gérants des affaires du capitalisme, quelle que soit leur étiquette déclarée, ont le même remède contre la crise de leur système : réduire la part du salaire dans le revenu national. Ils disent qu'ainsi ils diminueront la demande intérieure et freineront les prix. Tout le reste, c'est-à-dire le système lui-même, restant inchangé.

Ils serait faux de croire qu'ils ne peuvent obtenir quelques résultats, sur ce point particulier seulement, un des symptômes de la crise du système. M. Barre se flatte déjà d'en avoir obtenu. C'est au prix d'un appauvrissement des vrais salariés (nous savons qu'il y en a de faux).

En France, chaque jour apporte son lot de restriction d'emploi, de fermetures de boîtes, de chômage partiel dans les industries dominantes. La classe ouvrière résiste sporadiquement. Il n'y a pas que la crainte de la perte d'emploi qui modère cette réaction ; il y a aussi l'exploitation politique que certains en font. Quand les ouvriers la ressentent, et quelle que soit leur opinion politique personnelle, ils n'aiment pas ça.

Au moment même où ces lignes sont écrites, les délégués des fonctionnaires discutent avec le secrétaire d'Etat à la fonction publique d'un plan salarial pour cette année. Il ne s'agit déjà plus d'un contrat ; il s'agit d'entériner, pour ce secteur des employés de l'Etat, l'application du plan gouvernemental, exemple à suivre dans les autres secteurs de l'économie.

Dans les accords antérieurs, il était prévu, outre un ajustement des traitements à la hausse des prix, une augmentation du pouvoir d'achat de 2 %. De cette dernière clause, M. Barre ne veut plus entendre parler. « Je veux maintenir le pouvoir d'achat, non l'augmenter, dit-il. » Il le maintiendrait si l'indice sur lequel il s'appuie traduisait bien le mouvement réel des prix, s'il suivait bien les modifications dans la répartition des dépenses d'un ménage ouvrier. Surtout, si l'ajustement des salaires ne se faisait pas qu'une fois la hausse enregistrée, c'est-à-dire quand l'augmentation des prix a déjà pesé depuis trois mois au moins sur les budgets.

C'est la vieille question du retard des salaires sur les prix. L'accord signé l'an passé avait admis un pourcentage provisionnel au début de chaque trimestre en prévision de la hausse probable, l'ajustement se faisant à la fin. Il paraît que le gouvernement refuserait maintenant cette clause. L'échelle mobile, c'est-à-dire l'indexation des salaires, est à peu près admise dans tous les pays industriels capitalistes. Elle est le résultat d'une longue lutte ouvrière contre la spoliation indirecte des travailleurs. Mais ses modalités d'application n'ont pas fini d'être le sujet de nouveaux affrontements.

⁂

On l'a vu en Italie où le gouvernement voulait remettre en cause une échelle mobile favorable aux ouvriers. On le voit en Grande-Bretagne où les syndicalistes, pourtant liés au gouvernement travailliste rechignent à renouveler « le contrat social » qu'ils avaient accepté ; la base ouvrière n'en veut plus ; de grandes organisations demandent le retour à l'entière liberté de négociation ; les travailleurs de British Leyland, le Renault anglais se mettent en grève. Comment accepter la limitation à 6 % de l'augmentation des salaires quand la hausse des prix dépasse 15 % ?

Aux Pays-Bas, une grève de trois semaines, quasi générale, s'est terminée le 28 février par une victoire ouvrière. Le principe de la compensation automatique de la hausse des prix a été reconnu et — écoutez bien ça, M. Barre — *une augmentation du salaire réel* de l'ordre de 2 % a été acquise.

TRENTE-SIX HEURES PAR SEMAINE

Mais c'est la Belgique ouvrière qui est à l'avant-garde. Une série de grèves est engagée contre la politique du gouvernement, pourtant dirigé par un social-démocrate. Le vendredi 25 février, les chemins de fer étaient en grève, une grève très suivie qui fut ressentie en France : les trains internationaux durent s'arrêter à la frontière belge. Les deux centrales ouvrières, la chrétienne et la socialiste, font front commun. La principale revendication, destinée à supprimer le chômage, est l'établissement à court terme de *la semaine de trente-six heures.*

Retenons bien cette revendication. Elle aura tôt fait de passer les frontières qui découpent encore l'Europe.

MISE AU POINT SUR SOLJENITSYNE

Dans une lettre parue dans le précédent numéro, le camarade Prugnot nous fait quelque reproche à propos de ce que nous avons dit de Soljenitsyne. Il reconnaît la valeur et la grandeur de son témoignage, mais nous n'avons rien à faire, écrit-il, du Soljenitsyne clérical, antisocialiste, antisyndicaliste. Et il souligne ce dernier mot.

Je tiens à dire sur ce point le fond de ma pensée. Cela n'engage que moi, mais cela m'engage et j'y tiens.

Soljenitsyne est né en 1918. Il a grandi sous un régime dit socialiste, il a sucé le lait amer de son école, il était parti pour faire un bon élément de la nouvelle classe dirigeante. C'est un produit de la société dite soviétique. Qu'elle ait pu produire, malgré tout ce qu'elle est réellement, un tel homme, c'est un réconfort, une espérance nouvelle.

Cet homme a souffert, dans son corps et dans son esprit, ce qu'aucun d'entre nous n'a subi, et de loin. Au nom de quoi a-t-il souffert pire que la mort ? Au nom du socialisme, du communisme. Et vous voudriez encore qu'il soit socialiste ! Contre quoi voudriez-vous qu'il se révolte, sinon contre le système du « Goulag » qui est né et s'est développé monstrueusement dans un pays déclaré socialiste, où règnent le parti unique et son dogme dit communiste. Ne dites pas à un tel homme qu'il y a un autre socialisme, celui pour lequel nous luttons ici et que nous lui promettons pour demain. Il aurait le droit, cet homme, de nous rire au nez. Le socialisme, ce qu'on a appelé ainsi, ce que beaucoup appellent encore ainsi, il l'a connu autrement que dans les mots. Il est donc naturellement anti-socialiste, comme nous sommes nous devant l'injustice sociale, mais dans des conditions qui ne sont pas comparables, aussi naturellement anti-capitalistes.

Prugnot l'accuse d'être antisyndicaliste. Je ne sais sur quoi il s'appuie pour le dire. Mais si nous avions connu des syndicats tels que Soljenitsyne les a vus à l'œuvre comme agents d'exécution du pouvoir discrétionnaire, alors nous aussi, nous serions antisyndicalistes !

Cela dit Soljenitsyne, homme d'une trempe exceptionnelle, n'est un témoin historique que de ce qu'il a vécu. Pour le reste, il n'a pas plus d'autorité que quiconque et, pas davantage qu'un autre contestataire venu du froid, nous ne le prenons pour un prophète.

Cependant, même pour le reste, en raison même de ce qu'il a vécu, sa parole vaut d'être entendue et méditée.

R. G.

LE SYNDICAT DES CORRECTEURS ET LA BATAILLE DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Le conflit syndical dont nous avons parlé dans notre précédent numéro fait encore des vagues, évidemment. Nous publions encore une lettre rectificative du camarade Devriendt, secrétaire du Syndicat des correcteurs ; puis un article du camarade correcteur Jean Dutheil. Quant à la position de la « R.P. » sur la bataille du « Parisien Libéré », on peut la lire dans le numéro de juin-juillet 1975 de notre revue. Elle ne prête à aucune ambiguïté. Que les camarades s'y reportent ! Ou bien faudra-t-il que nous la reproduisions.

Merci pour la publication de mon papier sur « Le Parisien Libéré ».

Je vous demanderais de bien vouloir passer un erratum dans le prochain numéro. En effet, deux coquilles changent quelque peu le sens de deux phrases :

1. Dans la page 5-25, première ligne de la deuxième colonne, il est écrit : « Donc nos grands *maîtres* exigeaient... » C'est grands *ancêtres* que j'ai écrit.

2. Page 6-26, 5 lignes avant la fin de la première colonne, la ligne commence par : « ... pas le jour, car il n'est pas *convenable...* » C'est, bien sûr, *concevable* que j'avais mis !

D'autre part, la note de la rédaction qui suit mon article représente-t-elle la position de la « R.P. » ? Si c'est le cas — et je ne lui dénie pas ce droit — je ferai simplement remarquer qu'elle prend position dans un débat dont elle ne connaît pas suffisamment le fond. La plupart des correcteurs du « Parisien libéré » — qui ne sont pas des communistes — pensent que la « R.P. » a enfourché un bien mauvais cheval de bataille en prenant ainsi la défense inconditionnelle de Thorel.

André DEVRIENDT.

« LE PARISIEN LIBERE », 24e MOIS DE LUTTE

Alors que nous fêtions ensemble les cinquante ans de la « R.P. », les travailleurs du « Parisien Libéré » terminaient leur première semaine de lutte. Quand ce numéro parviendra aux abonnés, ils auront entamé le vingt-quatrième mois d'un conflit qui ne sera sans doute pas encore conclu. La « R.P. », au début, avait annoncé à ses abonnés un article de fond sur la lutte des travailleurs du « Parisien libéré »..., mais cet article, nous l'attendions toujours. Ceux qui participent à la lutte n'avaient pas encore eu le temps de l'écrire ; ceux qui l'observent de l'extérieur n'ent ont probablement pas encore tiré les leçons. Cet article, le voici donc enfin, écrit par le seul abonné, à ma connaissance, parmi les ouvriers du « Parisien libéré ».

Cet article ne sera pas une « réponse » à la lettre de Pierre Thorel, passée en bonne place dans le numéro de janvier. André Devriendt se charge de ce travail. Cependant, les abonnés qui, comme moi lisent la « R.P. » pour nourrir leur action syndicale regretteront de n'avoir trouvé en janvier, en guise d'information sur une grève qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier, et par sa durée et par les formes originales qu'elle aura prises, qu'un aspect partial et mesquin.

Abordons donc les vrais problèmes. Le 3 mars 1975, la direction du « Parisien libéré » supprime unilatéralement, sous le prétexte d'un déficit, le grand format et toutes les éditions régionales, laissant sans emploi tous les travailleurs qui les confectionnaient, sans licenciements. C'est illégal. Trois jours plus tard paraît la première édition « pirate ». C'est encore plus illégal... et c'est la preuve que les difficultés financières invoquées constituaient un faux prétexte. Pour la suite de l'histoire, procurez-vous auprès des ouvriers du « Parisien libéré » le livre qu'ils ont confectionné en commun : « le Putsch d'Amaury » (Editions sociales, 36 F).

Ce sont les leçons que nous avons tirées, au fur et à mesure, de notre propre histoire, qui intéresseront les amis de la « R.P. » Or, ces leçons, nous ne les avons pas tirées en même temps, ni tous en même temps.

En mars 1975, par exemple, certains croyaient encore en la bonne foi de la direction, certains pensaient que le conflit était profond, qu'il serait dur et long, mais nul n'imaginait qu'il serait aussi dur et aussi long.. De toute façon, il fallait agir dans l'unité. Comment, donc, prenions-nous nos décisions, dans la diversité de nos opinions ?

Pendant plusieurs mois, nos réunions « de base » se faisaient, selon les structures corporatistes du Livre, profession par profession ; ensuite, nous avons fait plusieurs assemblées générales (assez rarement : cela fait beaucoup trop de monde à la fois et c'est donc, en un certain sens, moins démocratique) ; nous avons eu, plus souvent, des assemblées par équipes de garde (avantage : elles étaient interprofessionnelles). Les délégués des différentes professions se réunissant en G.I.A. (Groupement Inter-Ateliers) ; le Comité inter-presse parisien, composé des secrétaires des différents syndicats professionnels, chapeaute le tout, en réunissant les délégués des G.I.A. de tous les titres de la presse parisienne. C'est par un va-et-vient entre ces différentes structures que les décisions sont prises.

Ce fonctionnement est-il démocratique ? Nous répondons oui en expliquant comment. En fait, lorsque différentes opinions s'expriment dans nos assemblées de base, nous proposons à l'échelon supérieur les solutions qui emportent l'assentiment du plus grand nombre ; nos « généraux » ajustent l'action entre les différentes assemblées et les différents titres de la presse parisienne. Un exemple : dès le mois d'avril 1975, nous étions quelques-uns à proposer d'éditer nous-mêmes notre journal, utilisant le titre « le Parisien libéré » ; eh bien, le premier « Spécial Grève » est sorti seulement quatre mois après, et encore deux mois plus tard avec le titre « Le Parisien libéré ». Pourquoi ce retard ? Parce que, au début, la plupart, tout autant à la « base » qu'aux « sommets », n'étaient pas d'accord ; mais nous avons fini par vaincre ces différentes résistances.

Mais le Parti Communiste, dans tout cela ? « La Fédération du Livre colonisée... (surtitre, p. 3, « R.P. », nº 628) ? Eh bien, dans l'action syndicale, à tous les échelons, on trouve des communistes. On en trouve parmi les plus combatifs ; on en trouve parmi ceux qui préconisent telle ou telle forme d'action, on en trouve parmi ceux qui s'y opposent... à peu près dans les mêmes proportions que les syndicalistes non communistes. « En dehors et à côté » (charte d'Amiens *in fine)*, ils s'entendent sur une explication politique... qu'on peut lire dans « L'Humanité ». On lit d'autres commentaires dans « Le Quotidien de Paris », « Rouge », « Libération », etc. Il ne se trouve, d'ailleurs, aucun communiste au comité du Syndicat des correcteurs.

Il faut être clair : si nous ne sommes pas toujours d'accord entre nous sur telle ou telle forme de lutte à un moment considéré, nous sommes au moins d'accord, en tout temps, pour nous battre afin de défendre notre emploi et notre droit. Tous... à l'exception d'une faible minorité de camarades qui, à des dates diverses, ont abandonné totalement le combat. Les formes de lutte sont pourtant suffisamment variées : actions spécifiques de nuit ; rédaction, confection, correction et distribution

de tracts, d'affiches ou de « Spécial Grève » ; confection de banderoles, manifestations diverses, « ambulatoires » ou « occupations » (Notre-Dame, le « France », la mairie de Saint-Etienne, etc) ; délégations dans des usines, occupées ou non, dans des associations diverses ; réception de délégations venant nous visiter... Parlons aussi de tâches de solidarité pratique, cantine, balayage, etc. Quelle que soit son opinion, quels que soient ses goûts, chaque travailleur du « Parisien trouve sa propre forme de lutte. Il a le choix. Ça aussi, c'est la démocratie.

La « R.P. », le mois dernier, a offert ses colonnes à un « déserteur ». C'est son droit. Nos lecteurs comprendront, mais seulement en février, qu'à Pierre Thorel, non exclu du syndicat, percevant sa solidarité, nous ayons simplement dénié le droit d'oser se présenter à un poste de responsabilité syndicale. Non pour « délit d'opinion », mais pour refus de toute action. Est-ce être un « agitateur appointé » que de consentir à balayer un réfectoire ? L'est-ce, même, d'être inculpé de « vol » de journaux ?

Nos lecteurs apprendront que, après avoir écrit dans la « R.P. », Pierre Thorel a, le 20 janvier, démissionné du Syndicat des correcteurs (C.G.T.) pour adhérer à F.O. Profitons-en pour nous adresser aux syndicalistes F.O. honnêtes — nous en connaissons, et de nombreux. André Bergeron, est allé, pendant le conflit du « Parisien libéré » passer sur notre dos un accord avec Emilien Amaury, défuncté depuis. Pour vous, n'est-ce pas « un jaune » ? Nous attendons vos explications, dans la « R.P. », avec grande curiosité.

Venons-en à la signification de notre lutte. C'est cela l'essentiel, le reste étant mesquinerie. C'est simple : nous défendons notre emploi. Puisque nouvelles usines il y a, nous voulons être employés dans ces nouvelles usines. Puisque matériel moderne il y a, cela crée, certes, moins d'emplois que dans les anciennes imprimeries. Mais, pour éviter les licenciements, nous avons négocié à ce sujet avec les autres entreprises de la presse parisienne, ce qui s'est concrétisé par un accord le 7 juillet 1976. Autrement dit, nous voulons que la direction du « Parisien Libéré » agisse comme celles des autres journaux parisiens, dans la légalité. Pas plus, pas moins.

Le groupe Amaury s'y refuse catégoriquement, rétorquera-t-on. Il faut donc l'y contraindre. Avant de savoir qui pourra l'y contraindre, et comment, on peut se poser cette question : comment le groupe Amaury a-t-il été assez puissant pour braver toutes les lois impunément, créer (jusqu'à ce jour) trois imprimeries nouvelles et assurer sa propre distribution ? Premier élément de réponse : il suffit d'aller se promener à Saint-Ouen, à Chartres, à Amiens, pour apercevoir un nombre inhabituel de casques. Rappelons au passage, à tous ceux qui ont encore un emploi aujourd'hui, qu'ils paient de leurs impôts — confortablement — les hommes qui portent les casques. Quant aux nervis et aux chiens qu'on peut aussi apercevoir, c'est la direction du « Parisien libéré » qui les nourrit. Avec quel argent ?

Alors que nous avons été les premiers à saisir les tribunaux des nombreuses infractions qu'avait commises notre direction, nous n'avons encore vu aucune procédure aboutir, sauf une, la condamnant à nous verser les salaires du 1er au 15 mars... mais le pouvoir exécutif reste de marbre pour faire appliquer ce jugement. Or, contre nous, les choses vont plus vite et plus efficacement. Rappelons comment nous avons été chassés de nos imprimeries par la police le 5 décembre 1976 ; rappelons la condamnation de douze d'entre nous — dont je suis — à des peines de prison (avec sursis), prononcée le 14 janvier 1976 ; rappelons l'inculpation de neuf camarades (dont trois des précédents) préalablement matraqués et frappés à terre de coups de pied, puis gardés à vue quarante-huit heures, plus quatorze heures d'attente, d'audience et de formalités... qui repasseront en jugement le 11 février ; rappelons enfin que notre camarade Maurice Boivin, délégué typographe, a été aveuglé irrémédiablement par un flic qui est toujours en liberté.

Notre camarade devenu aveugle dans la lutte est venu témoigner au procès pour nous dire : « Continuez le combat ! » Il attendait, le 21 janvier, nos copains à la triste sortie du quai de l'Horloge ; le lendemain, il remplissait son rôle de délégué à notre assemblée générale. Si « plusieurs de nos amis » ont pensé que Pierre Thorel pourrait intéresser les abonnés de la « R.P. », je pense que Maurice Boivin peut les intéresser au moins autant ; ils sont assez grands pour juger quel est le plus apte à les aider dans leur combat syndical.

Pensez-vous que Maurice Boivin ait vécu ce qu'il a vécu pour obtenir « une mesure de licenciement générale » ? Quand cela serait, nous reconnaîtrions implicitement que le groupe Amaury a eu raison d'abandonner ses ouvriers sans lettre de licenciement et sans préavis, pour faire exécuter leur travail par les jaunes, dans les conditions qu'il impose. Les autres patrons de presse, Hersant en tête, s'empresseraient de l'imiter. Non seulement les patrons de presse, mais les patrons en général. Dans toutes les professions. Et « en gros ». Rares sont les professions où le syndicalisme est aussi bien implanté et aussi bien organisé, historiquement, que dans le Livre. Alors ? Quel sera le sort des travailleurs, de tous les travailleurs, si ceux du « Parisien libéré » capitulent ?

Toutes les luttes syndicales sont, actuellement, très dures. Nous sommes bien placés pour le savoir, mais nous ne sommes pas les seuls. Nos camarades de la Caisse d'Epargne de Paris, par exemple...

Si le groupe Amaury a pu nous tenir si longtemps en échec, c'est qu'il n'était pas seul : le gouvernement, avec ses flics, et les puissances d'argent la soutiennent ; si nous lui résistons malgré ses si puissants alliés, c'est tout d'abord grâce à la solidarité — financière et active — de nos camarades des autres journaux, c'est aussi grâce à un soutien de plus en plus large des travailleurs d'autres rpofessions, C.G.T., C.F.D.T., F.E.N... et certains F.O. C'est pourquoi nous avons conscience, en nous défendant nous-mêmes, de défendre en même temps le syndicalisme français en général, quelle qu'en soit l'étiquette *authentique*. Car, si nous étions battus, cela retomberait sur tous, et les plus faibles seraient les plus durement frappés. Voilà l'essentiel est dit. Le reste nous semble secondaire.

Jean DUTHEIL.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

NON-LIEU POUR LA MORT D'UNE FILLETTE. — Une petite fille de huit ans, Malika Yézid, est morte en 1973 à l'hôpital de la Salpétrière à Paris, quatre jours après avoir été interrogée par les gendarmes de Fresnes au sujet d'une affaire concernant son frère aîné. Elle avait été violemment giflée au cours de cet interrogatoire : par les gendarmes, disent ses parents ; par son père, disent les gendarmes. Le fait est qu'elle fut transportée dans le coma à l'hôpital, où elle est morte. Les parents ont porté plainte, mais de multiples interventions ont eu lieu, affirment-ils, pour que cette plainte soit retirée. Finalement, après une double expertise médicale, un non-lieu vient d'être prononcé, quatre ans après.

Sans commentaire.

VICTIMES DE LA POLLUTION. — Six mois après la catastrophe de Seveso, en Italie du Nord, plusieurs enfants sont nés, et, comme on l'avait craint, ils présentent de graves anomalies physiques. Leur visage se couvre de pustules. Une femme de la région, dont le foie était hypertrophié, par l'effet de la dioxine, vient de mourir. Tels sont les méfaits de la négligence des capitalistes qui, ne se souciant que de leurs profits, n'ont pas songé à les diminuer en prenant les précautions nécessaires.

LE PARISIEN LIBERE. — Je n'ai rien écrit jusqu'à présent sur cette question, au sujet de laquelle les avis de nos camarades divergent. Voyant les choses de l'extérieur, j'ai préféré laisser s'expliquer ceux qui sont dans le bain. Maintenant qu'ils l'on fait, sans vouloir prendre parti sur le fond, je dirai simplement quelques mots à ce sujet.

Pour affirmer d'abord que ceux qui acceptent de remplacer des grévistes agissent en alliés du patron, ce dont ils ne peuvent être inconscients. En l'occurrence, les adhérents d'une centrale ouvrière non engagée dans le conflit ont manqué à la plus élémentaire morale prolétarienne.

Ensuite, pour ajouter que la direction du syndicat des correcteurs qui a refusé la candidature d'un adhérent au Comité syndical parce qu'il n'avait pas le même point de vue qu'elle sur la grève a commis un abus de pouvoir, ce camarade n'étant coupable d'aucune faute contre la discipline syndicale, puisqu'il participait à la grève.

Ces différents faits font sentir une fois de plus combien la division des travailleurs en plusieurs centrales syndicales les pousse à se dresser les uns contre les autres, et porte préjudice à leurs intérêts.

EN EGYPTE. — Je souhaitais dans mon précédent article que Sadate tienne compte du mécontentement des travailleurs devant les difficultés économiques que connaît le pays. Il a reculé en renonçant (pour combien de temps ?) aux augmentations de prix annoncées. Mais en même temps, ou presque, il a fait accepter par un vote de la population dont le résultat est sujet à caution une loi draconienne lui permettant de faire punir des travaux forcés à perpétuité ceux qui s'efforcent d'organiser les masses en vue de la défense de leur pouvoir d'achat, sous prétexte de « propagande communiste ». Ainsi, à la discussion des revendications, il a préféré la répression brutale. Et déjè des étudiants viennent d'être arrêtés. Tout ceci ne peut qu'aggraver la situation, qui n'est déjà pas brillante.

A QUAND LA CONFERENCE DE GENEVE ? — Il serait peut-être possible à présent de s'acheminer vers la paix au Moyen-Orient. La Conférence de Genève devrait pouvoir se réunir, puisque les Palestiniens admettent maintenant l'existence d'Israël à côté du pays qu'ils veulent construire, les rapports entre les deux Etats, et la Jordanie, restant à définir. Mais Israël refuse de discuter avec l'O.L.P., qui de toute évidence est la plus représentative des organisations palestiniennes. D'après les Israéliens, c'est la Jordanie qui doit parler au nom des Palestiniens. Or, ceux-ci n'accepteront jamais d'avoir le roi Hussein, leur massacreur, pour porte-parole. Il serait pourtant bien simple de comprendre que la paix ne sera efficace que lorsque ses conditions seront acceptées par les principaux intéressés, les Palestiniens eux-mêmes. Une paix signée par la Jordanie et les autres états arabes, mais non reconnue par l'O.L.P., risquerait d'être remise en question continuellement. Ainsi, l'on n'avance pas, et les chances de paix actuelles vont peut-être bientôt se détériorer.

AMINE DADA FAIT ENCORE DES SIENNES. — Ce ne sont plus maintenant ses pitreries qui mettent le dictateur de l'Ouganda sur la sellette. Il assassine, exterminant ses adversaires politiques, organisant des accidents d'auto pour se débarrasser de ceux qui le gênent. Ses méfaits sont dénoncés par le Président de la Tanzanie, et par d'autres chefs d'Etat africains. Des Anglais qui l'ont connu disent qu'il est un fou dangereux. Mais il est toujours en place, et prêt à tout pour y rester. Il faut espérer que rapidement les Africains feront le nécessaire pour éliminer un personnage et un régime qui portent atteinte à l'honneur de l'Afrique.

DENOUEMENT DE L'AFFAIRE CLAUSTRE. — Françoise Claustre, prisonnière des Toubous en révolte contre le régime de la République du Tchad, a donc enfin été libérée, de même que son mari qui, s'efforçant de lui venir en aide, avait été capturé à son tour.

Certains camarades penseront peut-être que cette histoire n'a guère d'intérêt pour nous. Je ne suis pas de leur avis. Nous sommes pour l'émancipation de la classe ouvrière avant tout, mais nous croyons qu'elle porte en elle les espoirs de l'humanité entière. Aussi aucun problème humain, aucun cas de souffrance engendrée par la situation actuelle du monde, ne sauraient nous être étrangers. Si j'avais vécu à l'époque de l'affaire Dreyfus, j'aurais approuvé Jaurès, contre Guesde, d'avoir entraîné le mouvement socialiste dans la défense d'un homme qui était un bourgeois, un militaire de carrière, qui s'il n'avait pas été lui-même aurait été antidreyfusard, parce qu'il était victime d'une injustice intolérable accomplie par un état-major réactionnaire et borné.

Donc, Françoise Claustre est allée au Tchad pour y faire des recherches ethnologiques, et a été prisonnière des Toubous. Certes, il n'était pas prudent de se rendre dans une région en pleine dissidence. En a-t-elle été consciente ? Ce n'est pas sûr. Les savants sont parfois très éloignés des réalités politiques de leur époque. Son mari, toutefois, aurait pu la mettre en garde, lui qui, chargé de mission dans le même pays, devait savoir à quoi s'en tenir.

Bref, victime de sa passion pour l'ethnologie, ou de son inconscience, Françoise Claustre est prisonnière. Elle est Française, et la France aide militairement le gouvernement de Tomballaye contre les Toubous. Ceux-ci voient donc en elle une ennemie. Que fait alors le gouvernement français ? Dans le but louable de délivrer l'ethnologue, il accumule les maladresses. Négociant directement avec les Toubous, il mécontente le gouvernement du Tchad, qu'il s'agisse de Tombalbaye ou de Malloum qui lui a succédé. Il envoie négocier le Commandant Galopin, qui a lutté les armes à la main contre les Toubous. Le résultat ne se fait guère attendre : Galopin est fait prisonnier et fusillé. Il promet aux Toubous ce qu'ils veulent, livre de l'argent (dont les rebelles n'ont que faire dans leur désert) mais, bien sûr, pas les armes qu'ils réclament. Et le temps passe, l'ethnologue est toujours prisonnière, l'opinion publique s'émeut à la suite d'une émission de télévision, puis oublie. Le gouvernement français s'adresse alors à

Kadhafi, le Président libyen, dont on sait qu'il soutient et ravitaille les Toubous. La négociation suit son cours lorsque le chef de ces derniers, Hissein Habré, est destitué. Et, en fin de compte, c'est Kadhafi qui obtient la libération des époux Claustre. Les choses auraient pu se terminer beaucoup plus mal. Pierre Claustre, parce qu'il avait été chargé de mission au Tchad par le gouvernement français, aurait pu subir le sort du Commandant Galopin. Sa femme elle-même, à un moment donné, a été à deux doigts d'être fusillée. En fin de compte, la liberté a été rendue aux deux époux.

Cette affaire montre combien l'individu risque d'être entraîné malgré lui dans des intrigues qui le dépassent, et d'en être victime. Elle montre combien ceux qui ont entrepris une lutte se soucient peu du sort d'un homme, ou d'une femme, dont la capture est pour eux un simple moyen de chantage. Elle montre aussi combien le gouvernement d'un pays auropéen, la France en l'occurence, a tort de se mêler des luttes intérieures qui se déroulent dans une de ses anciennes colonies, ce qui risque de le conduire à une impuissance ridicule, et à la nécessité de recourir aux bons offices d'un chef d'Etat étranger ger, dont il devient le débiteur. On a dit que Kadhafi a fait libérer les Claustre en remerciement de la libération par la France du Palestinien Abou Daoud, dont l'extradition était réclamée par l'Allemagne et par Israël. Le Président libyen a-t-il été influencé par cette affaire, ou par la position générale prise par la France dans la question du Moyen-Orient, je ne sais. Toujours est-il que les tractations franco-libyennes ont débuté bien avant l'arrestation d'Abou Daoud.

Il est donc heureux que l'affaire Claustre se soit terminée de cette façon. Il serait aussi heureux que le gouvernement français en tire les conclusions qui s'imposent, et se montre désormais assez prudent pour ne pas s'immiscer dans les luttes internes d'un pays du tiers monde.

LES INTENTIONS DE CARTER. — Le Président des Etats-Unis semble désireux de changer bien des choses. Il a nommé un nouveau dirigeant de la C.I.A., et a interdit à cette dernière de distribuer des subsides aux hommes d'Etat étrangers. A ce sujet, plusieurs de ces derniers, dont le nom a été cité, Willy Brandt, Makarios, le Président Perez du Vénézuela, démentent avec indignation en avoir reçu. Hussein de Jordanie se contente d'affirmer que les fonds qu'il a reçus n'ont pas été utilisés à son profit personnel. Quoiqu'il en soit, Carter veut montrer qu'il est contre la corruption politique. Mais il aura fort à faire : une institution comme la C.I.A. ne se réforme pas; il faut la supprimer si l'on veut que cessent ses méfaits. Que dirions-nous si un gouvernement russe parlait de réformer le K.G.B. ?

Carter veut réduire les armements stratégiques. Il a nommé Paul Warnke, représentant aux négociations avec l'U.R.S.S. Mais il a déjà subi un échec à ce sujet, car la Commission Sénatoriale a critiqué son choix. Déjà, Paul Warnke, en 1972, avait eu contre lui les syndicats américains parce qu'il avait proposé une réduction des crédits militaires (ce qui en dit long sur l'idéologie de ces syndicats) ; cela avait empêché les syndicats de soutenir la candidature à la présidence de MacGovern, dont Warnke était un des principaux collaborateurs.

Carter veut une détente avec Cuba. Il serait temps que ce pays se sente libre de mener la politique qu'il veut, se délivre de son complexe de l'encerclement. Mais que veut dire Carter lorsqu'il parle de « respect des droits de l'homme » à Cuba ? Que des ennemis du régime castriste soient emprisonnés arbitrairement, c'est probable, mais dans l'optique américaine, le concept de liberté signifie trop souvent la liberté d'entreprise chère aux capitalistes. Carter est-il d'accord pour que Cuba fasse ses expériences, sans menace extérieure ? Il faudrait alors qu'il s'efforce de mettre un terme aux entreprises des anticastristes cubains réfugiés en Floride (Castro les a laissés partir assez facilement) dont un commando a récemment assassiné le socialiste chilien Orlando Letelier.

Mais Carter va plus loin lorsqu'il s'occupe ouvertement de la situation intérieure en U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie, prenant parti pour les contestataires soviétiques, écrivant à l'un d'eux, Sakharov, recevant Boukovsky, accusant les pays de l'Est de violer les accords d'Helsinki. A-t-il raison d'agir ainsi ? On juge l'arbre à ses fruits. S'il obtient des résultats positifs, si grâce à son action l'U.R.S.S. de Brejnev desserre son étau autour de ceux qui, à Moscou et à Prague, réclament le droit de penser librement, je dirai qu'il a eu raison. Mais je crains qu'il n'en soit rien. Car jusqu'à présent, le seul résultat de sa prise de position a été une réaction indignée des dirigeants soviétiques contre cette « immixion intolérable dans leurs affaires intérieures ». L'attitude plus réservée du gouvernement français, et aussi de Nixon et Ford, avait au moins coïncidé avec la permission d'émigrer accordée à quelques contestataires russes. Et le Premier Ministre canadien, Trudeau, a mis Carter en garde contre le danger qu'il peut faire courir, par un zèle intempestif, au regroupement des familles en cours entre l'U.R.S.S. et le monde dit libre.

Mais ce n'est pas seulement à l'Est que Carter s'est élevé contre les manquements à la liberté. Il l'a fait aussi dans les pays de dictature réactionnaire d'Amérique latine, au Brésil, en Uruguay, ne provoquant pour l'instant que des mouvements de mauvaise humeur. Affaire à suivre avec intérêt.

Pour en revenir à l'U.R.S.S., l'attitude de Carter est approuvée par certains contestataires soviétiques, comme Amalrik, dont l'appréciation sur la politique extérieure française est pour le moins abusive, lorsqu'il parle de « finlandisation », mais je ne suis pas sûr qu'elle aboutisse à des résultats positifs.

Carter paraît avoir d'excellentes intentions. Mais tant en ce qui concerne la politique intérieure américaine que dans ses initiatives internationales, il se heurte à des forces qu'il lui sera bien difficile de vaincre. La volonté d'un homme est peu de chose en face d'appareils puissants, solides, bien en place, qui ne peuvent être vaincus que par un puissant mouvement de masse.

Jacques GALLIENNE.

AMNESTY INTERNATIONAL

QUEL EST DONC CET ORGANISME ?

Voici ce que les « princes » pensent de lui :

« C'est le porte-parole des pouvoirs impérialistes et colonialistes » (AMIN DADA — 1-10-75).

« C'est un organisme soudoyé par le capitalisme international » (INDIRA GANDHI — 18-8-75).

« C'est un organisme communiste » (Ambassadeur du Chili et Président de l'Uruguay).

« C'est un organe de propagande anti-communiste » (IZVESTIA — plusieurs fois).

J'ai voulu en savoir plus et je me suis adressée à : AMNESTY INTERNATIONAL (section française), 18. rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. 742.38.76.

POUR QUE TU FASSES DE MEME

(YVETTE)

M. J.-P. SARTRE CONTRE L'EUROPE (1)

M. Jean-Paul Sartre honore la littérature française. Sa philosophie occupe dans les manuels des classes terminales une place aussi importante que celles de Kant, de Hegel et de Nietzche. Et même ceux qui n'en acceptent pas toutes les bases fondamentales sont séduits par cette *morale de l'engagement* selon laquelle *« l'homme se fait en faisant »*, par cette magnifique devise : *« l'homme est condamné à la liberté »*.

Cet hommage sincère motive l'inquiétude que l'on peut éprouver en lisant dans *le Monde* du 10-2-1977, un véritable pamphlet contre l'Europe et surtout contre l'Allemagne portant la signature d'un maître de la pensée française. Voilà qui rajeunit de soixante ans les vieux lycéens et collégiens de 1917 soumis à un « bourrage de crânes » où rivalisaient nos profs de littérature, de sciences, de législation même de musique... obéissant aux rigoureuses consignes d'une Union Sacrée allant de *Charles Maurras* à *Gustave Hervé* en passant par *Poincaré, Clemenceau, Maurice Barrès* et... *Camille Saint-Saens.* En ai-je entendu de ces propos sur « l'éternelle Allemagne »... dont les grands penseurs, les grands artistes avaient tous de Kant à Wagner contribué à préparer la guerre... dont l'Allemagne était évidemment seule responsable. M. Louis Forest... l'inventeur de la marmite norvégienne... disait encore au *Club du Faubourg* en 1919 : *la syphilis fut la cause de la guerre. Pourquoi ? Parce que Nietzche était syphilitique et qu'il fut l'un des principaux responsables de l'agressivité germanique* (je garantis l'exactitude de ces propos). Oh ! pas plus que M. Sartre, on ne niait l'existence de la Social-Démocratie alemande. Mais c'était — comme lui — pour l'intégrer dans le système pangermanique... et pour plaindre ce pauvre et grand naïf de Jaurès... abusé par l'hypocrisie de ses camarades d'Outre-Rhin.

Que M. Sartre ne traite pas avec une ironie méprisante de tels rapprochements. Ce qu'il dit passera dans l'opinion publique sous la forme la plus brutale et la grossière et réveillera la *haine du « Boche »*... comme elle excitera ce parti-pris antiaméricain qu'il n'a pas cessé d'entretenir depuis 1945.

Car M. J.-P. Sartre nous abusera difficilement sur la portée socialiste, internationaliste, révolutionnaire de ses propos. Il est d'accord avec *M. Debré Michel,* avec *La Nouvelle Action française,* comme avec le Parti Communiste au nationalisme (?) intransigeant... Il sait bien que M. Chirac est... européen comme l'était « Mon général », à condition que l'Europe ne porte pas atteinte à la *« souveraineté nationale »*. Il y aurait beaucoup à dire sur les réalités économiques internationales, vues à travers les partis-pris de M. Sartre... sur l'absurdité de juger les « multinationales »... comme l'instrument d'une *« domination politique germano-américaine »*... alors que par définition, elles tendent à échapper à la tutelle de tous les Etats. Nous avons déjà entendu — de 1941 à 1944 — des publicistes français, admirateurs salariés d'Hitler, dénoncer le capitalisme anglo-saxon : *« instrument de la juiverie internationale »*. Mais quelles que soient les conclusions d'une étude objective sur les multinationales, on appréciera le mépris de M. Sartre pour le contrôle démocratique et la solidarité ouvrière européenne. Une assemblée élue au suffrage universel serait donc obligatoirement soumise aux intérêts des trusts ? Et il serait inconcevable qu'une action des syndicats ouvriers européens fût entreprise contre les abus du capitalisme européen ? Faut-il apprendre à M. Sartre que les syndicats américains discutent depuis longtemps des moyens de borner, de contrôler, même de paralyser le développement des multinationales ? Car il y a en fait deux tendances possibles. Ou bien on favorisera tout ce qui... *« sort de la Nation »*... on pensera aux *Etats-Unis d'Europe,* étape sur la réalisation des *Etats-Unis du Monde*... ce qui logiquement provoquera la renaissance d'une véritable *Internationale ouvrière*... Ou bien on opposera à l'Europe dite germano-américaine... pour les besoins d'une mauvaise cause... la consolidation de tous les nationalismes... on entendra, ici, que le socialisme doit d'abord se réaliser dans les limites de l'hexagone... on verrouillera les frontières... on tendra vers l'autarcie... donc vers une nouvelle forme de *national-socialisme.* Utopie profondément réactionnaire... ou imposture. Car on tentera simplement un « renversement des alliances ». Hélas ! en aboutissant fatalement ici à un totalitarisme politique on n'échappera pas au système capitaliste... car *tous les Etats — dits socialistes — de l'Est sont liés à l'Occident par la charge de dettes d'un montant astronomique...*

M. Sartre ne se soucie guère de ces problèmes. Il n'est pas ému en apprenant que le budget militaire de l'U.R.S.S. (en constante progression, alors que celui des U.S.A. a diminué de 1970 à 1976) *prend de 13 à 15 % du produit national soviétique* (3 % en France, 5,4 % aux U.S.A.). Heureusement les héritiers de Mao-Tsé-Toung — fidèles à la pensée du maître qui recommandait à l'Allemagne fédérale et à la France de ne pas *se priver du « parapluie américain »* — affirment la nécessité *d'une présence américaine dans l'Océan Pacifique.* M. Sartre pense-t-il demander à l'U.R.S.S. de nous protéger contre l'Allemagne, les Etats-Unis... peut-être la Chine ? (Cf. information parue dans *le Monde* du 10-2-77.)

Il est difficile de répondre aux affirmations péremptoires de M. Sartre par une contradiction aussi catégorique. On ne peut nier les scandales politiques aux U.S.A. — les atteintes au libéralisme politique en Allemagne fédérale — M. Alfred Grosser (dans *le Monde)* a fort clairement expliqué les soucis des démocrates allemands, devant les menaces que représente l'autre Allemagne où les libertés fondamentales sont proscrites. Mais aux U.S.A. et en Allemagne fédérale, il existe une opinion publique relativement libre et vigilante... et très souvent efficace.

En refusant de faire confiance à l'Allemagne d'aujourd'hui, M. Sartre reprend la tradition des nationalistes français, de Poincaré en 1914 — des fabricants du traité de Versailles, de ceux qui condamnaient la politique (trop velléitaire !) de Briand... de ceux qui coiffaient Jaurès d'un « casque à pointe »... de la C.G.T. stalinisée de 1947 réclamant *l'institution du travail forcé dans l'Allemagne entièrement soumise*... de ceux qui portent une lourde part de responsabilités dans la guerre de 1914-1918, l'hitlérisme et la guerre de 1939-1945... de ceux qui ont toujours plus ou moins consciemment obéi aux mots d'ordre d'Hitler et de Staline : *Il faut séparer l'Allemagne de l'Occident*.

M. Sartre a tort de faire état de sa clairvoyance passée. Il prend aujourd'hui courageusement position contre les excès du post-stalinisme. Ce qui nous permet d'oublier qu'il fut le plus célèbre... et le plus virulent de ces compagnons de route des staliniens... de ces intellectuels qui pendant de longues années ont voulu ignorer... ou même justifier les crimes de Staline. Qu'il excuse de pauvres primaires, heureux de jouir de ses productions littéraires et de son enseignement philosophique... qui cherchent sur le plan politique des guides plus autorisés que lui.

Roger HAGNAUER.

(1) Lettre adressée au *Monde* dont le rédacteur en chef m'a répondu aimablement qu'il ne pouvait publier toutes les lettre reçues à la suite de l'article de J.-P. Sartre, très nombreuses paraît-il... Aussi n'a-t-on rien publié, sauf un court article — d'ailleurs intéressant — d'un militant socialiste.

Aujourd'hui qu'est-ce que la laïcité ?

Le bel article « Pour une définition moderne de la laïcité » de François Gauthier m'incite à revenir sur ce thème subitement relancé par les tenants de l'enseignement privé et des membres du parti socialiste, en prenant comme prétexte le projet éducatif de cette organisation. Il intéresse, au demeurant, la pensée et l'action ouvrière comme l'a suggéré dans son historique notre camarade.

Le petit jeu classique des citations nous permettra d'abord de situer la « querelle » actuelle dans ses véritables dimensions.

Dans le numéro 41 (février 1977) du « Nouvel Observateur », Jacques Julliard écrit dans « le document de la semaine » : « N'est-il pas significatif que le seul point qui ait ému la classe politique tout entière, de la droite à la gauche, dans le prérapport du P.S. sur les problèmes de l'enseignement soit la question de la nationalisation des écoles privées ? Question qui laisse désormais parfaitement indifférents la plupart des usagers de l'école et la jeunesse tout entière. Alors que le vrai problème à débattre aujourd'hui n'est pas la nationalisation comme cache-misère aux défauts de l'école mais bien celui du monopole radical au sens illichien, de l'institution scolaire en matière d'éducation. »

L'homme de « gôche » moderne que se veut l'auteur de cet aggiornamento n'ignore sans doute pas qu'il a sur cette voie d'illustres devanciers : n'est-ce pas le 28 janvier 1971, lors de sa conférence de presse, G. Pompidou qui répondait à une question posée par un rédacteur du journal « La Croix » : « il n'y aura pas de guerre de la laïcité car tout cela est totalement démodé et les Français n'en veulent plus » ? C'est récemment encore l'actuel Président de la République — moins érudit en la matière que François Gauthier — qui sollicitait les textes pour transformer l'histoire scolaire de la IIIe République en histoire... de la liberté de l'enseignement.

Notre camarade Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs, souligne bien la manœuvre traditionnelle des réactionnaires quand il écrit tranquillement dans l'Ecole Libératrice (no 16, 14 janvier 1977) : « une réalité ne manque pas d'étonner ; nous entendons toujours dire que la question de l'école est une vieille lune dépassée ; mais ce sont toujours les mêmes qui lui donnent un regain d'actualité... au moment d'échéances électorales ».

Pourquoi la laïcité est-elle cette vieille dame — toujours jeune — née officiellement avec les débuts de la révolution industrielle (elle est contemporaine de l'idée de République sociale) dont on nous communique périodiquement le faire-part de décès. Et d'abord la laïcité qu'est-ce que c'est ? Ce qu'elle n'est plus comme ses adversaires tentent de le faire croire à l'opinion, c'est la lutte entre l'instituteur et le curé. Ce qu'elle n'est pas non plus, c'est l'anti-religion.

En quoi consiste-t-elle alors ? Beaucoup d'esprits éminents ont essayé d'en donner une définition. Celle d'Ernest Lavisse mérite d'être rappelée car elle est — si l'on y songe bien — d'une grande actualité et suggère même — en filigrane — le vieux projet syndicaliste de la République du travail : « être laïque, ce n'est point interdire le rêve et la recherche de Dieu, être laïque, c'est avoir trois vertus : la charité, c'est-à-dire l'amour des hommes, l'espérance, c'est-à-dire le sentiment bienfaisant qu'un jour dans la postérité lointaine se réaliseront les rêves de paix et de bonheur que faisaient naguère en regardant le ciel nos lointains ancêtres et la foi, c'est-à-dire la volonté de croire à la victorieuse utilité de l'effort humain ».

Il est évident, dès lors, que la laïcité ne peut se limiter à une sclérosante neutralité : être neutre conduirait à ne parler de rien. Le laïque, au contraire, entend exercer son esprit critique dans tous les domaines. Il refuse l'existence des domaines réservés, étrangers à l'enquête menée par la raison humaine, mais l'enseignant dans sa classe ne doit point être le sergent recruteur d'une idéologie. Il n'a pas le droit d'être le militant d'une confession, d'un parti ou d'une philosophie ; il est le militant de la démocratie : non pas celui d'une démocratie formelle, mais parce qu'elle est une création permanente, parce que ce sont les hommes qui la font et qui doivent l'apprendre dès l'enfance, il est celui qui prépare, institue, met debout — selon la belle étymologie du mot instituteur — les hommes en les initiant ainsi à la démocratie sociale.

Cet engagement de la laïcité a des conséquences philosophiques, morales et sociales.

Sur le plan philosophique, il implique le refus de la méthode d'autorité et préconise la formation et le développement de l'esprit critique, du libre examen et de la liberté d'exprimer sa pensée. Aucun dieu, aucun livre, aucune organisation, aucun homme si grands soient-ils ne peuvent dispenser chacun de penser par soi-même. De même que le syndicalisme permet l'autonomie du mouvement prolétarien, l'aventure laïque institutionnalise et garantit l'exercice nécessairement solitaire de la pensée et l'acquisition de cette culture de soi-même dont parlait P. Pelloutier.

Sur le plan moral, il exige le respect d'autrui dans sa différence et entraîne le rejet des morales manichéennes à deux valeurs : ce qui n'est pas avec moi, est contre moi, lesquelles donnent naissance au dogmatisme, au fanatisme, au racisme, à l'intolérance ; il propose au contraire une morale à trois valeurs : la thèse et l'antithèse devant être réellement surmontées et dépassées autant que faire se peut dans une synthèse qui constitue une étape à la fois supérieure et provisoire, cette dialectique, qui n'a rien à voir avec la sinistre rhétorique des « théologiens » staliniens, épouse alors le mouvement même de la vie.

Sur le plan social, chargée de conquérir le peuple à la démocratie formelle, l'action laïque permet à la démocratie en devenant réelle d'exprimer les exigences sociales. C'est dire qu'elle s'est chargée rapidement d'un contenu de classe — beaucoup de syndicalistes se sont formés sur les bancs de la communale — que n'avaient pas prévu ses premiers thuriféraires bourgeois radicaux et opportunistes.

La laïcité ainsi définie est-elle démodée ? Essayons de répondre brièvement à cette question en examinant successivement l'évolution des mœurs — ce qu'on pourrait appeler la laïcité de tous les jours — celle de la vie politique trop souvent marquée par la « tentation totalitaire » — celle de la science ou les nouveaux rivages auxquels nous fait accéder l'attitude laïque et enfin le problème scolaire.

LA LAICITE DE TOUS LES JOURS

L'actualité permettrait facilement de montrer que nos contemporains n'ont guère l'esprit laïque. Si l'on évoque le problème du racisme quotidien, celui de l'éducation sexuelle que les princes qui nous gouvernent séparent arbitrairement de l'information — la première seule étant dispensée à l'école tandis que la seconde reste le privilège des familles — celui des difficiles applications de la loi sur l'avortement ou celui des handicapés trop souvent rejetés de la collectivité, il n'est pas douteux que l'intolérance triomphe encore dans tous les domaines et qu'elle contribue souvent à faire de nos sociétés industrielles des sociétés bloquées à l'image de celle que suggère le monde inquiétant d' « Orange mécanique ».

Mais il serait trop facile — en vertu d'une morale manichéenne que nous rejetons — de suggérer que l'intolérance provient d'un seul horizon. Etaient-ils laïques les « progressistes » parents du jeune ami de Gabrielle

Russier, incapables d'admettre que leur fils ait pu s'enflammer pour son professeur de 32 ans ?

Dans une société où la sanction sociale fait « mourir d'aimer », où les enfants sont enfermés par les pères dans les cliniques psychiatriques, où la haine s'installe dans la même famille, où il est parfois difficile de comprendre ses enfants, sommes-nous laïques ? Ou ne devons-nous pas nous efforcer de le devenir ? Comment réagirons-nous à l'heure où se pose le problème de reconnaître la différence d'autrui, de la supporter, de la tolérer ? Il reste à nous enrichir de nos légitimes diversités, à apprendre à nous accepter égaux et différents. Prend alors tout son sens l'admirable conseil pédagogique de Jean Rostand auquel fait allusion François Gauthier : « il s'agit de former sans conformer, d'enrichir, sans endoctriner, d'armer sans enrôler et sans exiger ce salaire que constitue la ressemblance ». Est-il tâche plus délicate mais aussi plus exaltante pour l'éducateur qui se respecte ? Le petit d'homme n'appartient ni à la famille, ni à l'état mais en premier lieu à lui-même, le rôle de la société et des parents se « bornant » à permettre l'émouvante renaissance que constitue une éducation réussie, celle qui développe un savoir-comprendre et un savoir-aimer en vue d'un savoir-entreprendre.

Les jeunes, a-t-on pu écrire, à propos de mai 1968, comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, ont sans le savoir fait de la laïcité. En révolte contre les clercs, ils ont à juste raison remis en cause le principe d'autorité. Nous sommes à leur côté pour désaliéner, déconditionner, libérer ; nous ne saurions accepter qu'il suffise d'avoir moins de vingt ans pour devenir un délinquant qui s'ignore. Sont-ils laïques ceux qui hypocritement considèrent que l'autorité consiste à interdire et non à autoriser ?

LA PHRASEOLOGIE TOTALITAIRE

Il faut cependant ajouter que certains jeunes et moins jeunes se distinguent depuis plusieurs années par un extraordinaire conformisme dans l'anticonformisme qui font les délices et assure les beaux jours de la droite conservatrice. La contestation qui est la condition même du dialogue ne saurait constituer une fin en soi. Ni l'« idéologisme » sommaire, ni le terrorisme intellectuel, ni les déprédations gratuites, ni l'irréelle nostalgie d'un éden perdu qui n'a jamais existé et auquel rêvent pourtant quelques hyppies rousseauistes ne sauraient constituer les prémisses de la libération individuelle ou collective. L'action efficace exige un optimisme raisonné. Peut-on penser raisonnablement qu'une collectivité d'aigris et d'assistés marginalisés peut avoir suffisamment de poids pour hâter la transformation sociale ?

Si le danger se profile dès à présent, c'est sans doute que se développent de plus en plus à l'Est comme à l'Ouest, les techno-bureaucraties. Nous entrons sans doute dans l'ère des « aparatchikis », ces nouveaux clercs qu'il faut au nom de l'idée laïque combattre. Ils n'épargnent aucun régime... et aucune organisation. Pour l'avoir dénoncé en partie dans un livre courageux « la tentation totalitaire », J.-F. Revel a été classé à droite.

Dogmatisme, révolutionnarisme et opportunisme quand ce n'est le messianime lyrique auquel s'adonnent certains chrétiens de gauche, n'épargnent pas les mouvements socialistes en favorisant l'ascension des technocrates et autres énarques (1). Parce qu'elle est niée, bafouée dans maints pays (Irlande, asiles de rééducation en U.R.S.S., etc.), la laïcité, on le constate, est à l'ordre du jour. Elle est contre tous les cléricalismes qu'ils soient d'origine civile ou religieuse.

Jean Cornec, Président du Comité national d'Action laïque, la définit ainsi :

« *La laïcité suppose au premier chef que l'homme est libre et qu'il ne peut être libre que dans la mesure où il est libre d'exprimer sa pensée, libre de toute contrainte d'ordre économique, politique, religieuse ou raciale. Libre de toute contrainte économique, cela veut dire qu'il peut manger à sa faim, qu'il ne doit pas être exploité, qu'il doit pouvoir trouver normalement un emploi décent. Libre de toute contrainte politique c'est-à-dire qu'il doit recevoir une éducation civique, que cette éducation doit lui permettre de vivre dans un régime de liberté en participant à part entière aux décisions de la collectivité. Libre de toute contrainte religieuse, c'est-à-dire qu'il doit avoir le droit de pratiquer ou ne pas pratiquer une religion, sans que l'opinion qu'il adoptera entraîne pour lui, sur aucun plan, des conséquences dommageables. Libre de toute contrainte raciale, cela veut dire qu'il doit avoir le droit, quelle que soit la couleur de sa peau, de jouir des mêmes droits et d'avoir les mêmes obligations.* »

(à suivre)

Jean MOREAU.

---

(1) Il n'est pas niable que l'accord P.S. et P.C.F. sur ce plan-là, favorise les confusions. Il semble que F. Mitterrand en soit conscient mais d'ores et déjà un pari est engagé contre le « stalinisme élargi » dont parle J.-F. Revel et d'autant plus insidieux sur le terrain qu'il est désavoué en théorie.

Puisqu'on parle de l'Ecole au service de l'Etat

Vue sur l'instruction publique en U.R.S.S.

(Extrait de *Narodnoïe Obrazovanie*, mensuel du ministère de l'éducation de l'U.R.S.S., n° 2, 1976.)

« L'affermissement de la direction de l'instruction publique par le Parti constitue un puissant moteur du développement à venir de celle-ci. Par sa nature, l'instruction, l'école, est une affaire profondément communiste, l'affaire du Parti.

L'esprit de parti de l'instruction est avant tout déterminé par son contenu profondément idéologique et politique. Son objet principal, c'est la formation chez les jeunes de la conception du monde communiste, de la conception de classe du développement social. L'esprit de parti de l'instruction réside dans le fait qu'elle a pour fondement la science pédagogique marxiste-léniniste, science profondément idéologique et de classe. C'est elle précisément qui est appelée à montrer les voies et les formes de l'éducation et de l'instruction, de proposer à l'école des méthodes modernes de transmission des connaissances. L'esprit de parti de l'instruction transparaît dans son action aux aspect multiples au service du développement de l'économie nationale et dans le fait que tout le système de l'instruction répond aux véritables intérêts de notre peuple. L'esprit de parti de l'instruction détermine son orientation sur la lutte impitoyable contre l'idéologie bourgeoise et ses diverses manifestations. L'esprit de parti de l'instruction, c'est l'éducation de la jeunesse dans l'esprit de l'internationalisme socialiste et du patriotisme soviétique...

L'école soviétique d'enseignement général occupe une place particulière dans le système de l'instruction. Toute la génération montante du pays passe par celle-ci. « C'est précisément à l'école, — a dit L. I. Brejnev au Congrès national des enseignants —, que sont posés les fondements des connaissances de l'individu, les bases de sa conception du monde, que se forme son caractère. Toutes les qualités, déterminant la physionomie du citoyen soviétique — sa conscience communiste, son amour du travail, son patriotisme, son humanisme, son sens de l'internationalisme — sont formées sous l'influence et avec la participation active de l'école. »

LA POLITISATION DE L'ÉCOLE

Un débat ouvert dans les colonnes de Animation et Education *(revue des militants de la Coopération à l'Ecole) sur l'*Ecole et la politique *a permis à la* Ligue communiste révolutionnaire *(juillet 1976) de dénoncer les* « hypocrites adversaires de la politisation de l'Enseignement ». *J'ai répondu dans la même revue, en septembre 1976, par un article dans lequel je me flattais de compter parmi ces hypocrites ainsi flétris. Voici des extraits qui peuvent alimenter un débat toujours ouvert dans la « R.P. ».*

Chargé de préparer les manifestations du centenaire de l'Ecole Normale d'Auteuil, j'ai consulté les archives de *l'Amicale des Anciens d'Auteuil.* Il est vrai qu'en 1892, les séquelles de la défaite de 1870-71 pesaient lourdement sur les délibérations : on rejetait des propositions pacifistes d'un professeur allemand, on adhérait à la *Ligue des Patriotes* (que Paul Deroulède devait présider jusqu'à sa mort), on vantait l'organisation des fameux *bataillons scolaires*, on voulait familiariser les enfants avec le maniement de... fusils de bois. Ce qui m'a frappé, c'est justement que dès les premières années du XX[e] siècle l'Amicale d'Auteuil avait radicalement changé d'orientation. C'est dans son sein que fut rédigé le *manifeste des Instituteurs syndicalistes de 1905*, signé par les représentants parisiens et provinciaux les plus qualifiés et les plus efficients. Louis Roussel, président de l'Amicale était porté à la présidence de la Fédération des Amicales, après avoir affirmé *son adhésion aux idées du syndicalisme révolutionnaire, dominant la C.G.T. d'avant 1914.* Il faudrait, pour l'édification des « communistes révolutionnaires », retracer l'histoire de la *Fédération unitaire* et du *Syndicat National* de 1919 à 1939 — Aux diatribes cléricales contre l'Ecole sans Dieu, succédèrent de violentes réprobations de l'Ecole... sans patrie. On hurlait contre elle avant 1914. Et en 1933, un congrès du S.N.I. ayant salué le courage des « *objecteurs de conscience* » — sans inciter à les imiter — ce fut une levée de boucliers de presque toute la presse... de droite et de gauche. Est-il possible de juger comme des agents du conformisme gouvernemental, des instituteurs dont les représentants se signalaient par l'audacieuse indépendance de leurs propos ? Faut-il rappeler encore que la campagne de la Fédération unitaire et du Syndicat National contre les « *manuels bellicistes* », imposa aux éditeurs la suppression dans les livres scolaires des pages chargées de haine ?

« Ecole qui trie..., Ecole qui sélectionne..., Ecole qui conformise... »

Il est vrai que nous n'avons pas réussi à éliminer complètement les survivances d'une pédagogie autoritaire et dogmatique... au reste exclusivement appliquée dans l'U.R.S.S. stalinienne... après la liquidation des expériences révolutionnaires, entreprises dans les premières années de la Révolution russe. Mais il faut quelque mauvaise foi pour nier les progrès réalisés depuis les lois laïques, grâce exclusivement à la persévérance de militants syndicalistes et d'artisans de l'Ecole active. Les résultats obtenus par la *Coopération à l'école*, singulièrement édifiants suffiraient pour témoigner d'un prodigieux effort d'émancipation et de libération de notre enseignement.

Mais des marxistes intransigeants — (sont-ils fidèles à Marx ? On peut en débattre) — demeurent imperméables à l'évidence de ces progrès. De la contradiction formulée par Hegel et Marx, ils tirent la nécessité d'une rupture totale entre la *thèse* et *l'antithèse*. Il faut abolir celle-là pour que celle-ci triomphe. Espérant la révolution — ce qui peut se justifier — ils refusent d'admettre que dans l'évolution qui la précède, mûrissent des facteurs révolutionnaires. On a nié l'amélioration de la condition ouvrière par l'action syndicaliste. On veut nier les progrès réalisés dans l'Ecole par l'action du syndicalisme universitaire et des promoteurs de l'éducation nouvelle. *Tout doit être subordonné à la prise du Pouvoir politique.* Tout commencera après le bouleversement politique. Ils savent bien que les révolutionnaires de 1789 et de 1793 s'étaient formés dans les collèges de l'Ancien régime, et portaient l'héritage des philosophes du XVIII[e] siècle — que les révolutionnaires russes de 1917 appartenaient tous à « l'intelligentsia »...

Ils le savent. Mais ils en tirent cette déduction qu'une semblable élite existe chez nous, qu'ils en font nécessairement partie... et que le peuple suivra... de gré d'abord, de force ensuite.

Le syndicalisme universitaire n'a pas cessé de combattre le conformisme officiel. Mais pas pour s'intégrer dans un nouveau conformisme.

Notre syndicat national proclamait constamment que *l'enfant n'appartient ni à l'Etat, ni à une église, ni à un parti, ni à sa famille — que nous devons l'éduquer pour qu'il soit capable, à l'aube de sa maturation, d'un choix conscient et libre.*

Que l'on ne nous accuse pas d'un neutralisme impuissant et vain. Si l'on entend par politique, la vie sociale et économique où l'Ecole prend sa place, aucun instituteur, aucun professeur ne peut refuser d'entendre les questions que leurs élèves peuvent poser sur leur milieu social. Mais la politisation, c'est tout autre chose. L'intelligence intervient devant l'imprévisible, l'insolite, le besoin que l'habitude ou l'instinct ne peut satisfaire, l'intérêt que l'automatisme ne peut provoquer. L'éducation veut développer la *spontanéité de l'intelligence.* La politisation de l'enseignement veut au contraire lui substituer l'*automatisme des réponses toutes faites, imposées par une puissance extérieure.*

— Nos « politisateurs » ignorent d'ailleurs les lents processus de la maturation de l'esprit. L'enfant, l'adolescent, le jeune peuvent répéter les mêmes formules — mais l'enfant ne connait pas les troubles de l'adolescence, et l'adolescent veut ignorer les réalités qui orientent le comportement de l'adulte.

Et aux adolescents et enfants qui, adultes, auront à résoudre les problèmes qui se poseront en 1980, en 1985 ou en 1990, on veut imposer nos partis-pris — peut-être légitimes — de 1976.

— C'est en effet d'une logique rigoureuse. On avait distribué à des élèves de sixième des tracts d'une organisation d'extrême-gauche. Une maman, cependant favorable, s'inquiétait auprès d'un responsable du parti : « *Ces enfants ne sont-ils pas trop jeunes (de 9 à 12 ans) pour un tel recrutement ? — N'ayez crainte, camarade, nous les encadrons.* »

La politisation c'est *l'encadrement des enfants et des adolescents* — c'est la soumission à un autre catéchisme — l'enrôlement dans de nouveaux « bataillons scolaires »... rouges... afin de préparer *l'encadrement des travailleurs* pour préparer la Révolution, peut-être... mais surtout la post-Révolution... où la *dictature du prolétariat se traduira par la suppression de toutes les libertés du prolétariat* — même de celles dont il peut jouir encore dans la société capitaliste.

Je veux ajouter aujourd'hui que la politisation de l'entreprise me paraît aussi édifiante que celle de l'Ecole.

Il faut une singulière mauvaise foi pour confondre la pleine liberté politique de l'enseignant ou de l'ouvrier avec la pénétration ici et là de fractions soumises à des états-majors politiques qui subordonnent tout effort éducatif, toute activité industrielle à des consignes extérieures. Et dans les deux cas, c'est la subordination et l'avilissement là, du syndicalisme universitaire, ici du syndicalisme ouvrier.

R. H.

LE GRAND SUICIDE DE L'HUMANITÉ

LES CENTRALES NUCLÉAIRES (suite)

I. — LE NUCLEAIRE EST-IL UNE SOLUTION AU PROBLEME DE L'ENERGIE ?

L'épuisement de l'uranium

Le nucléaire serait la solution idéale française pour nous délivrer de la sujétion du pétrole et de notre dépendance des pays producteurs.

Mais l'uranium enrichi utilisé par nos réacteurs est acheté aux U.S.A. Où est notre indépendance ? Une indépendance giscardienne sans doute ! Mais nous avons de l'uranium français, bien de chez nous, que nous pourrons enrichir nous-mêmes vers 1980. Certes ; mais il y en a très peu. Notre uranium ne pourra faire marcher nos centrales que pendant quelques jours !

Alors, où l'achèterons-nous ? Où en sera notre indépendance nationale ?

Et d'ailleurs, les gisements du monde entier seront épuisés d'ici vingt ans. L'EPUISEMENT DU NOUVEAU COMBUSTIBLE EST AUSSI CERTAIN QUE CELUI DU PETROLE MAIS ENCORE PLUS PROCHE.

La relève impossible

C'est pourquoi le vaste programme de P.W.R. (maximum prévu de 200 tranches) ne se réalisera pas : parce que l'uranium fera défaut avant qu'il soit accompli. Mais, répondront les techniciens du nucléaire : le surgénérateur (la filière à neutrons rapides) prendra alors la relève. En réalité, le surgénérateur ne pourra prendre la relève que dans la mesure où les centrales ordinaires P.W.R. auront produit suffisamment de plutonium pour l'alimenter. Et, de toute façon, au moment où l'uranium manquera — donc où les P.W.R. s'arrêteront faute de combustible — la quantité d'électricité produite par les surgénérateurs ne pourra pas augmenter immédiatement : ne pourra pas compenser l'arrêt de la production des P.W.R.

A cette époque, il y aura une crise énergétique prévisible, prévue, planifiée par nos grands techniciens ! Cette crise sera d'autant plus faible que l'on aura ralenti le rythme de construction des P.W.R. Ce qui rend le programme nucléaire dérisoire. Mais non dérisoire au point de vue du danger qu'il représente. Les déchets, eux, resteront menace immortelle, épée de Damoclès, suspendue sur l'humanité.

Une centrale produit des déchets radioactifs. Certains d'entre eux perdent toute leur radioactivité en quelques secondes, d'autres en quelques heures ; mais, hélas ! d'autres comme le plutonium ont une « période »de 240 siècles : 24.000 ans ! Or, la « période » est le laps de temps pendant lequel la moitié de la radioactivité disparaît ; c'est-à-dire que, pour le plutonium, au bout de 240 siècles il a perdu la moitié de sa nocivité : il ne reste plus qu'à attendre 24.000 ans pour que la moitié de la moitié disparaisse à son tour ! ! ! Outre sa radioactivité, le plutonium est un poison chimique d'une extrême violence telle que la nature n'en a jamais connu. 35 grammes « bien répartis » tueraient les 50 millions de Français ; et les centrales en fabriquent 200 grammes par an. Autrement dit l'homme est en train de créer des poisons immortellement mortels... Et le plus incroyable de tout cela est que les constructeurs de centrales savent parfaitement qu'ils n'ont pas résolu le terrible problème des déchets radioactifs... et ils continuent à en fabriquer ! ! !

II. — CENTRALES NUCLEAIRES = BOMBES ATOMIQUES = GUERRE ATOMIQUE

Quelle est donc l'utilité de ces monstres dangereux ? En étudiant toutes les raisons de faire du nucléaire, on n'en trouve que TROIS qui rendent cette folie plus ou moins compréhensible ; dans la mesure où cela est possible... :

1° Les armes atomiques.

2° La satisfaction de grandes entreprises capitalistes qui y gagnent des milliards. Exemple : « la vente au Brésil de réacteurs nucléaires et d'usine de retraitement va procurer à la R.F.A. 12 milliards de deutschmarks » (*Le Monde*, 20-21 février 1977).

3° Elles donnent aux technocrates un pouvoir accru.

Nous nous réservons de traiter plus tard ce dernier point : la création par la société nucléaire d'un centralisme hitlérien.

La production du plutonium

Si on peut discuter la quantité d'énergie produite par les centrales et le prix de son kilowatt, on a, par contre, une certitude : elles produisent du plutonium : c'est-à-dire la matière première des bombes atomiques. Centrales nucléaires égale bombe A à foison et à volonté — sans compter, naturellement, toutes les armes miniaturisées que le « progrès » invente tous les jours.

Le voilà : l'atome pacifique ! L'atome au service de la paix ! En fait au service de la guerre : et quelle guerre ! L'humanité n'a jamais mis tant de puissance au service de sa propre destruction.

Cela explique beaucoup de circonstances obscures. Cela explique pourquoi les centrales nucléaires sont des temples sacrés et intouchables. Cela explique pourquoi on étouffe nos protestations.

Cela explique pourquoi on traite les anti-nucléaires de demeurés, de gens hostiles au progrès, de pauvres passéistes... Au micro de Bruxelles un responsable européen d'implantation de centrales nucléaires, au journaliste qui lui demandait s'il ne craignait pas les dangers que ces centrales font encourir aux populations, répondit qu'il faudrait psychanalyser l'opinion publique qui prend chaque centrale nucléaire pour une bombe d'Hiroshima. Nous pensons, quant à nous, qu'il faudrait psychanalyser les responsables d'implantation de centrales nucléaires, et savoir pourquoi ils tiennent tant à fabriquer (que le but essentiel soit ou non de produire de l'électricité) la matière première des bombes pouvant faire quantité d'Hiroshima.

LA COURSE AUX ARMEMENTS

Une des hontes de notre pays est d'être le troisième du monde pour la vente des machines à tuer. Il faut bien comprendre que les centrales rapportent des milliards aux grandes entreprises qui les construisent. Pour les vendre il faut les avoir en vitrine : les montrer en fonction. Aux U.S.A. c'est devenu impossible, l'opinion publique, probablement mal psychanalysée, n'accepte plus que l'on en construise. Mais, en France, les écologistes n'ont qu'une faible voix (encore qu'elle prenne ces jours-ci une certaine importance !) et le bon contribuable paye consciencieusement les « investissements » de l'E.D.F. : double profit. Donc en France, on les construit, on les présente aux pays avides de se procurer l'arme atomique. Dans *Le Monde* déjà cité du 20-21 février André Fontaine écrit : « La France et la République fédérale ont pourtant accepté de vendre, l'une au Pakistan, l'autre au Brésil — qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération — des usines de retraitement du combustible irradié qui permettront aux acheteurs de fabriquer aux-aussi du plutonium... le Jornal do Brasil a pu écrire... qu'en 1990 il n'existerait pas de barrières à la puissance nucléaire du Brésil. »

Voilà qui est rassurant !

UN FAUX ALIBI :
LA PRODUCTION D'ELECTRICITE

Quant à croire les pro-nucléaires quand ils nous disent que : livrer des centrales c'est apporter de l'électricité aux pauvres pays sous-développés ; mais pas leur donner la technologie avancée qui leur permettrait d'en tirer des bombes atomiques, l'exemple de l'Inde est là pour prouver le contraire. Innocemment (?) le Canada lui offre des centrales nucléaires pour lui donner de l'électricité : et, en un temps record, l'Inde fait son premier essai de bombe atomique. Citons le même article *du Monde*, décidément très riche : « Depuis que l'Inde a utilisé un réacteur à uranium naturel fourni par le Canada pour fabriquer une bombe, on sait que les contrôles, en matière d'exportation de matériel nucléaire « sensible » ne suffisent pas à empêcher une nation décidée à le faire de se doter d'un armement atomique ».

Quand la France aura vendu la même possibilité (et mieux puisqu'il y aura une usine de retraitement des déchets) à l'ennemi de l'Inde, le Pakistan, les risques de guerre nucléaire : c'est-à-dire de mort définitive de l'humanité, seront sérieusement accrus.

La dissémination de l'arme nucléaire

L'exemple le plus probant de cet atome « pacifique » qui sème les risques de guerre nous est donné par l'Iran. L'Iran regorge de pétrole, il n'a nul besoin d'énergie. La réponse des pro-nucléaires est que l'Iran prévoit l'épuisement de son pétrole. Le prétexte est insoutenable :

1° L'uranium sera épuisé avant le pétrole.

2° L'Iran peut garder son pétrole pour ses propres besoins, et il en aura pour très longtemps ; en le vendant au compte-goutte et le plus cher possible, il aura tous les dollars nécessaires pour attirer chez lui tous les savants, architectes, ingénieurs qu'il voudra ; et faire progresser son économie de toutes les manières.

Quand la courageuse association contre la torture qu'est AMNESTY INTERNATIONAL nous dit quelle cruelle dictature règne en Iran : on peut tout craindre.

Il faut se rendre à cette évidence : les centrales nucléaires ne sont pas faites pour donner de l'électricité : elles sont faites pour fabriquer des armes atomiques. Nos marchands de canon de 14-18 se sont transformés en marchands de centrales atomiques : on n'arrête pas le progrès !

Eh bien, si, camarades, il faut l'arrêter, ce soi-disant « progrès » avant qu'il ne nous tue !

Nous exposerons en détail la pollution des centrales nucléaires.

Une solution : l'énergie solaire

L'Iran peut développer toutes les ressources de l'énergie solaire. Et, d'ailleurs si tous les pays industrialisés mettaient les milliards qu'ils dépensent pour l'énergie nucléaire, à la recherche des utilisations de l'énergie solaire, nous serions sauvés. Le problème de l'épuisement de l'uranium et du pétrole ne se poserait plus. Le problème de l'énergie serait résolu.

Mais l'énergie solaire ne se centralise pas commodément, il est relativement facile à un individu, à une famille, d'avoir sa maison solaire (voir au Danemark), d'avoir sa roue éolienne, d'avoir son chauffe-eau solaire dans son toit : cette énergie individuelle est bien dangereuse pour nos dirigeants, comment faire pour nous fermer le robinet d'énergie quand nous ne sommes pas sages ? C'est que l'énergie nucléaire représente pour les être libres un grand danger : l'établissement d'une société militaro-policière bien centralisée : c'est, avec la guerre atomique, le grand danger des centrales nucléaires.

YVETTE.

P.S. — Nous avons fait une erreur dans l'article du précédent numéro : « La France a effectivement abandonné la filière graphite-gaz. Mais elle a choisi un programme de construction massif de P.W.R. (Westinghouse-Framatome) : théoriquement six tranches par an. »

LE NUCLEAIRE ET LES PARTIS

Les positions des différents partis de l'échiquier politiques ne diffèrent guère que sur la forme du programme nucléaire actuel, et non sur son fond. Une fois de plus, nous assistons à une touchante unité de vue entre la « Gauche » et la « Droite » : cette fois en ce qui concerne le choix de l'énergie nucléaire comme prochaine source d'énergie de masse. L'économie capitaliste est en crise et nos hommes de gauche préfèrent sauver ce grand malade qu'est le capital, plutôt que de l'achever et nous offrir une société à la mesure de ce que mérite l'homme.

Le choix nucléaire s'inscrit parfaitement dans les divers projets de sociétés que nous offrent les partis pro-capitalistes, plus ou moins libéraux. Sans le couvert d'une production d'énergie de masse (?), bon marché (?), devant en principe satisfaire nos goulus besoins de confort (?), nos technocrates voient deux grandes raisons pour se porter vers le nucléaire :

— l'exportation des techniques nucléaires, doit rapporter beaucoup aux grandes firmes ;

— un système policier à l'extrême sera facilement instauré comme « nécessité » en fonction du caractère centraliste et « tabou » des centrales nucléaires.

Chefs économiques et hommes d'Etat sont donc les grands bénéficiaires du nucléaire. Les uns voient leurs poches se remplir, les autres leurs cohortes répressives se multiplier.

La gauche ne semble guère consciente des deux principaux facteurs, fondements du programme nucléaire. Ou du moins cache-t-elle son jeu.

Un fait est certain : elle approuve un programme nucléaire tout aussi intense et pense résoudre les problèmes liés au profit capitaliste en nationalisant les firmes constructrices des centrales et en prenant les commandes de leurs objectifs d'exportation.

La gauche assume d'autre part consciemment les problèmes biologiques insurmontables liés à l'homme et à l'écosystème (1), que va poser la prolifération des centrales nucléaires.

Le P.S. parle « d'exagération des écologistes » et le P.C. a été chercher une solution dans la poussiéreuse bibliothèque marxiste : le nucléaire fait partie de l'évolution historique de la société de classe, rien à faire sinon minimiser les risques, une pointe de scientisme borné chapeautant le tout.

Cela est la face ouverte de la politique de gauche. Car ne nous y trompons pas ; les caractères centralisés et réservés à l'élite scientifique, du nucléaire correspondent bien à l'éthique de la société que nous promet en sourdine la gauche en particulier le P.C., ce dernier fort des dogmes marxistes, centralistes et scientistes.

En somme le nucléaire sera populaire tout comme la société policière et la dégénérescence qu'il nous prépare.

En fait de nos jours, parler de « droite » et de « gauche » est dépassé : nous devrions parler en terme de « capitalisme d'Etat » et de « capitalisme libéral, d'économie de marché ». Car le langage des politiciens peut différer, mais l'unité de fond de leurs programmes économiques ne peut plus nous tromper : la preuve en est faite une fois de plus, avec le nucléaire. Il correspond à l'optique d'industrialisme forcené dans lequel nous sommes entretenus par les uns, et que les autres entendent perpétuer.

BERNARD.

(1) Ecosystème : ensemble des équilibres fondamentaux et fragiles qui sont la base de la vie.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Lorsque reviennent les vacances scolaires et que cessent temporairement les obligations contraignantes qui m'astreignent à suivre une stricte routine, je jette un regard surpris sur l'étroitesse du cercle spatial et humain où je me déplace habituellement. L'Université occupe une longue file d'immeubles de quatre à quinze étages qui constitue l'épine dorsale du Campus. Si, de la fenêtre de mon bureau, je puis embrasser du regard la quasi-totalité de l'agglomération urbaine de Buffalo c'est que l'université neuve vient d'être construite à la limite nord des faubourgs résidentiels, à plus de 12 km du port, des gares de triages, des usines et des bureaux divers tous situés près des rives du lac Erié vers la limite sud de la ville. La décision d'ériger la nouvelle université dans la zone suburbaine revêt une très grande signification sociale et politique. Elle veut dire, d'une part, que l'université, comme la classe moyenne américaine fuit, dans les faubourgs, les énormes et angoissants problèmes que pose le pourrissement des centres urbains. En s'éloignant toujours plus des quartiers pauvres l'université rend, matériellement, son accès plus difficile à ceux qui ne possèdent pas de voiture particulière. Elle se détourne ainsi des pauvres et elle favorise la spéculation immobilière en valorisant considérablement les terrains que sa présence viabilise à cause des constructions de routes et autres aménagements dans son voisinage.

Employé par une bureaucratie gigantesque qui a son quartier général à la périphérie de la zone urbanisée, résidant moi-même dans les faubourgs voisins, desservis par des centres commerciaux où l'on peut trouver tout ce dont on a besoin, y compris restaurants et cinémas, je me déplace, au sein de la ville dans un réseau finalement très limité d'autoroutes et de rues, qui me maintiennent toujours à bonne distance des vieux quartiers en pleine décadence et des ghettos délabrés où s'entassent les noirs et autres gens de couleur qui constituent le vrai prolétariat des Etats-Unis. J'imagine que mes collègues sont aussi conscients que moi de l'existence et de la proximité de ces véritables chancres urbains. Mais nous ne les voyons guère de près et nous n'en parlons jamais. Il faut d'ailleurs des circonstances assez exceptionnelles pour que nous en percevions l'aspect, la couleur, l'odeur et l'étendue de façon immédiate, palpable, genre de circonstances qui sont en général réunies lorsqu'on entreprend un voyage. Comme bon nombre d'enseignants je me déplace en effet presque tous les ans au moment des vacances de Noël pour assister à l'un ou l'autre des Congrès d'Associations de Professeurs de Langues et Littératures modernes qui se tiennent traditionnellement à cette époque. Se déplacer, en Amérique, cela veut dire presque toujours prendre l'avion, traverser des quartiers déshérités dans la grisaille d'un matin d'hiver, sous la neige ou dans le smog, avant d'atteindre l'aéroport, d'être bouclé confortablement sur son siège et de retrouver à quatre ou dix mille mètres d'altitude, le soleil et la sereine indifférence de l'azur.

Je ne reviendrai pas sur la désolation des grandes cités américaines et des faubourgs résidentiels dont l'atmosphère a été qualifiée, naguère, de « cauchemar climatisé », je voudrais évoquer simplement quelques impressions recueillies lors d'un bref séjour que je viens de faire à Philadelphie et à Mexico.
truction de Washington, la véritable capitale politique du pays. C'est là que fut élaborée la Constitution et où les anciennes colonies prirent conscience de leur communauté d'intérêts et de vues. La ville, fondée par le quaker William Penn en 1682, s'était implantée sur la rive ouest de la rivière Delaware. Un effort remarquable de préservation et de rénovation a été entrepris
Philadelphie était au XVIIIe siècle, avant la cons-
autour de l'hôtel où la déclaration d'indépendance des Etats-Unis fut adoptée le 4 juillet 1776. Aujourd'hui, on peut se promener dans des rues bordées de maisons de briques rouges à trois étages auxquelles on accède par un escalier de marbre blanc, maisons conçues pour abriter une seule famille et qui rappellent par leur architecture, leurs alignements et leurs volets verts, l'Europe de jadis. Mais tout ce quartier paisible et élégant a quelque chose de figé et d'artificiel comme les salles d'un musée trop bien entretenu et policé. C'est un hommage nostalgique à un passé soigneusement désinfecté, débarrassé de ses verrues, un anachronisme charmant mais finalement de peu d'importance. Car, depuis le XVIIe siècle Philadelphie s'est monstrueusement développée. Entre la rivière Delaware et la rivière Schuykill un quartier d'affaires s'est érigé, tout en hauteur, d'impérieux immeubles de vingt étages et plus écrasant de leur masse rues et allées. Très vite cette ville commerciale, industrielle et commerçante s'est asphyxiée elle-même. Et c'est à grands frais qu'on a tenté de la maintenir en vie en creusant un métro, en créant des sens uniques, des rues réservées aux seuls autobus et taxis, en construisant des garages toujours plus élevés et toujours trop exigus pour absorber le flot des voitures des gens qui venaient travailler en ville ou y faire leurs emplettes. Aujourd'hui la vieille ville de Philadelphie fait songer à quelque immense madrépore aux millions d'alvéoles naguère actives mais d'où la vie se retire peu à peu. Ce ne sont, partout, qu'immeubles commerciaux vacants, magasins à louer, vitres cassées et dans les rues une population âgée, furtive, craintive. Car Philadelphie connaît, comme toutes les grandes villes américaines ses vagues d'attaques à main armée, de cambriolages et de vandalisme. Et cela pas seulement dans les vieux quartiers quasi déserts dès l'heure de fermeture des bureaux et des magasins, mais aussi dans les faubourgs. C'est ainsi, par exemple que l'Université Temple, la plus importante de la ville, a considérablement réduit le nombre de ses cours du soir, à cause de l'insécurité qui règne la nuit venue sur les parcs de stationnement toujours situés à quelque distance des salles de classe. Pire encore la violence et le crime gratuits ne sont pas rares, violence et crime suscités par de criantes inégalités, les conflits raciaux, le chômage et, disent certains, par les exemples détestables donnés par les programmes de télévision glorifiant délibérément la violence, le crime, la brutalité policière.

Un des caractères les plus frappants de la moderne Philadelphie c'est sans doute qu'elle a cessé d'être une ville isolée, avec sa personnalité, ses problèmes et ses réalisations particulières, pour devenir partie intégrante de l'énorme mégalopolis qui recouvre désormais la côte atlantique des Etats-Unis de Boston à Washington. Cela apparaît de façon particulièrement frappante lorsqu'on arrive en avion. Dès que l'appareil commence sa descente et que le sol devient visible, on découvre un tissu urbain ininterrompu, quadrillé d'autoroutes, de routes, d'avenues et de rues, ponctué de millions de lumières, qui semble avoir été jeté sur les formes et les couleurs naturelles de la terre comme un rets auquel rien n'échappe. Nul spectacle ne donne à l'individu un sentiment plus vif et plus désespérant de son insignifiance, de son anonymat, de son isolement et de son impuissance.

*

Passer du Nord-Est des Etats-Unis au Mexique, dans l'espace de quelques heures c'est non seulement changer de fuseau horaire mais aussi de zone climatique et de culture. A la descente de l'avion le voyageur venu du froid est accueilli par une bouffée d'air tiède qui lui procure un extraordinaire sentiment de détente et de sécurité après l'austère et inquiétante atmosphère, pétrifiée par le gel, des cités nordiques couvertes de neige.

L'originalité architecturale de la ville de Mexico n'est pas ce qui frappe au premier abord le nouvel arrivant qui, surtout de nuit, ne verra guère autour de lui que

des bâtiments de type américain et d'énormes panneaux publicitaires vantant les mérites de la Coca-Cola ou de quelque autre produit « made in U.S.A. ».

Le site de cette ville gigantesque, de plus de dix millions d'habitants, est l'un des plus beaux et des plus favorisés par la nature qui soient au monde. Elle occupe la partie sud d'une vallée de 100 kilomètres de long sur 50 de large, jadis lacustre. Bien que située sous les tropiques, son altitude qui varie entre 2.300 et 2.500 mètres, lui vaut un climat délicieusement tempéré et ensoleillé tout au long de l'année. Elle est entourée de montagnes dont les plus élevées sont les volcans Popocatepetl (environ 5.000 mètres d'altitude) et Ixtaccihuatl, dont les sommets sont couverts de neige toute l'année. La ville est bâtie sur une couche d'alluvions de 400 mètres d'épaisseur qui s'était accumulée au fond des lacs aujourd'hui asséchés. Ce sol instable rend difficile la construction de grands immeubles (qui tendent à s'enfoncer de plusieurs centimètres par an) mais il a l'avantage de faire amortisseur entre le fond rocheux de la vallée, sujet à tremblements de terre, et la surface.

Ce site splendide, où résidaient déjà une population de 300.000 indiens lorsque les Espagnols se lancèrent au début du XVI[e] siècle à la conquête du pays, a été littéralement dévasté par le développement industiel des trente dernières années. A côté des beaux quartiers résidentiels, comme le Pedregal bâti sur une coulée de lave, aux riches villas entourées de somptueux jardins magnifiquement entretenus par une armée d'invisibles serviteurs, s'étendent à l'infini des zones de taudis parmi les plus pauvres et les plus désolés qui soient au monde. Et tout cela est parcouru par une circulation de camions, d'autobus et d'automobiles d'une extraordinaire densité qui, avec les usines du nord de l'agglomération, contribue à recouvrir la ville entière d'un brouillard délétère que le soleil des tropiques dissipe difficilement. On voit là à nu le fonctionnement anarchique et destructeur du système capitaliste incapable de planification et de développement ordonné qui attire dans son orbite des foules de paysans sans terre déracinés qu'il est incapable d'employer (le taux réel de chômage voisine 50 % de la population en âge de travailler) et donc de nourrir. Et cette situation se prolonge en dépit des efforts et de la bonne volonté d'un gouvernement populiste, qui est l'émanation du Parti Révolutionnaire Institutionnel pratiquement au pouvoir depuis 1910.

Bien que le pays ait été occupé par les Espagnols pendant près de trois siècles et qu'ils aient laissé d'impressionnantes traces de leur présence, dans la population, dans les institutions, dans les mœurs, dans le tracé et le style des villes, des maisons, de la vie mexicaine en général, ce qui frappe le visiteur qui ne connaissait du Mexique que sa presse, ses productions littéraires ou cinématographiques, c'est l'extraordinaire diversité raciale de sa population. Le Mexique n'est pas du tout comme les Etats-Unis un pays peuplé en majorité de descendants d'immigrants européens, mais une nation de métis et d'indiens. Sur 60 millions d'habitants que compte aujourd'hui la République Mexicaine, 15 millions n'ont pas été touchés par l'hispanisation, ne parlent que des langues indigènes et vivent complètement à l'écart de la civilisation industrielle dans les montagnes et les cantons reculés d'un vaste pays qui compte encore nombre de régions difficilement accessibles.

Les métis, qui forment la partie la plus importante de la population, habitent les villes où on les retrouve exerçant à peu près toutes les fonctions commerciales et administratives visibles, au contact du public. Mais, aux échelons supérieurs des administrations, du gouvernement, des grandes affaires commerciales et industrielles, Européens et Mexicains d'origine européenne demeurent majoritaires. Là, plus encore qu'aux Etats-Unis, les conflits et les incompatibiltés raciales et culturelles masquent les réalités de la lutte des classes. Car la distance dans le monde de vie, les mœurs, les valeurs d'une mince élite, qui parle souvent éloquemment au nom du pays et sait se faire entendre du monde entier, demeure énorme.

Non loin des somptueuses villas avec piscine et salles de bain de la classe dirigeante, une population misérable qui s'accroît de près de 2.500.000 personnes par an et représente 40 % de la population totale du pays, s'entasse sous de précaires gourbis de tôle rouillée et de papier goudronné, sans eau, ni gaz, ni électricité, ni w.-c. Il faut faire un effort d'imagination pour non seulement comprendre, mais se figurer ce qu'est la vie de tous les jours dans de telles conditions, qu'aggrave encore la promiscuité et l'insuffisance de la nourriture. Aussi sous ces cieux toujours sereins, où règne le climat le plus clément, le plus véritablement propice à la vie et à l'activité humaine qui soit au monde, la population pauvre est, à cause de la mauvaise hygiène et des carences alimentaires, en mauvaise santé. Jamais je n'ai vu tant de luxueuses pharmacies aussi prospères qu'au Mexique où les clients font la queue parfois fort tard dans la soirée. Les compagnies de produits pharmaceutiques exploitent sans vergogne cette exceptionnelle clientèle et n'hésitent pas à multiplier par dix au Mexique la marge bénéficiaire qu'il s'octroient sur des médicaments analogues vendus aux Etats-Unis.

Le chômage, l'endettement, de criantes inégalités, la pollution, le manque d'hygiène, l'entassement d'une population dont le taux d'accroissement est l'un des plus élevés au monde, menacent l'avenir du pays. Le mouvement vers les villes d'une population encore en majorité rurale résulte de l'incapacité chronique du gouvernement de réaliser une véritable réforme agraire, toujours promise depuis les temps héroïques de Pancho Villa et de Emiliano Zapata, souvent amorcée, mais jamais achevée. Dans certaines parties du pays les paysans sans terre, plongés dans une misèle sans espoir, se révoltent périodiquement et prennent le maquis. L'armée et la police quadrillent des régions entières sous prétexte de détruire les cultures de pavot et de cannabis, et font régner en pratique l'Etat de Siège. Non loin de là pourtant la vie continue de s'écouler paisible, nonchalante, sous des cieux toujours bleus qui font rêver aux premiers jours de la création, pour les 10 % de la population qui se partagent près de la moitié du revenu national !

Même à l'occasion d'un bref séjour on ne manque pas de s'apercevoir qu'on ne saurait parler d'un seul Mexique, il faudrait pouvoir décrire les diverses sociétés juxtaposées mais non fondues qui s'y côtoient. La distance économique, sociale, culturelle, entre les classes est bien plus grande qu'en France, aggravée qu'elle est par la diversité raciale du pays. Les salaires, à tous les niveaux de fonctions sauf pour la classe dirigeante et des technocrates, sont environ quatre fois moins élevés qu'en France, et environ dix fois moins qu'aux Etats-Unis. Aussi pour faire vivre leur nombreuse famille les travailleurs mexicains doivent faire des heures supplémentaires, s'ils sont employés, et exercer — s'ils le peuvent — un second métier. Avec un tiers de sa population encore illettrée et un autre tiers tout juste capable de lire et de compter — 4 % seulement des Mexicains lisent des livres — la formation professionnelle des masses urbaines défavorisées laisse encore énormément à désirer, alors que les écoles publiques parviennent difficilement à dispenser une instruction élémentaire à la jeunesse.

Le vrai problème du Mexique c'est celui de tous les pays où prévaut une économie de type colonial. C'est-à-dire où les exportations sont constituées essentiellement de matières premières brutes et les importations de coûteux produits fabriqués, de machines et de technologie. Comme, de plus, la majorité des grandes entreprises modernes du Mexique appartiennent ou sont contrôlées par des intérêts étrangers, qui tirent du Mexique beaucoup plus de profits qu'ils n'y investissent d'argent, le pays dans son ensemble tend à s'appauvrir. Sans les ressources du tourisme et les envois d'argent aux familles des quelques dix millions de Mexicains qui travaillent, légalement ou non, aux Etats-Unis, le Mexique friserait la banqueroute.

Pierre AUBERY.

PARMI NOS LETTRES

NON... MAIS

de Jean TEILHAC (66) :

Ci-joints deux textes dont le rapprochement me paraît et vous paraîtra, je l'espère, intéressant. Le premier fera un peu de publicité à un bouquin passionnant ; le second est d'un émigré-ami qui a laissé ses parents en Russie ; c'est pourquoi je ne peux donner son nom.

Je profite de cet envoi pour exprimer, en toute camaraderie, comme vous le demandez et comme je l'ai toujours fait, mon désaccord stupéfait quant aux propos de Gallienne, dans le numéro de février, sur la peine de mort : « Il faudrait avoir le courage de dire : nous sommes pour la suppression de la peine de mort, sauf en cas de légitime défense du prolétariat contre ses oppresseurs. »

Ces propos me remettent en mémoire une expérience qui date de l'année dernière et qui me permettra, à mon tour, après Prugnot, de faire référence (et révérence) à AMNESTY INTERNATIONAL. Il se trouve que j'ai participé au sein de cette organisation au dépouillement d'un questionnaire sur la torture qui avait été adressé à des membres de l'enseignement. N'avaient, évidemment, répondu que ceux qui étaient, en principe, hostiles à l'emploi de la torture. Et pourtant, à ma grande stupfaction, à la question : « La torture se justifie-t-elle ? », la réponse : « Non, jamais » (pourtant suggérée) n'a pas été unanime. Un nombre non négligeable d'enseignants ont justifié la torture ; je les cite :

« Pour réprimer le terrorisme » ;

« Pour obtenir les aveux lorsque ceux-ci peuvent sauver des vies humaines innocentes » ;

« Si les adversaires pratiquent ces méthodes » ;
« Si la torture est le seul moyen pour arriver à la justice » ! etc., etc.

A la question : « La peine de mort se justifie-t-elle ? » (la peine de mort que Gallienne qualifie pourtant de « procédé barbare digne d'un autre âge de l'humanité »), non seulement Gallienne ne répondrait donc pas, lui non plus : Non, jamais, mais encore il envisagerait froidement, semble-t-il, s'il avait à participer à la défense du prolétariat contre ses oppresseurs, de faire appliquer cette peine à des hommes dont le seul crime serait de ne pas penser comme lui.

Serai-je le seul, à la « R.P. », à me refuser à le suivre sur ce terrain scabreux et à exprimer ma désolation ?

1840 (1)

« L'automne de 1840 Bakounine quitta la Russie ; il se rendit à Berlin pour continuer ses études. Seul de ses amis, j'allais le reconduire jusqu'à Cronstadt. A peine le bateau à vapeur fut-il sorti de la Néva, qu'un de ces ouragans baltiques, accompagnés de torrents d'une pluie froide, se déchaina contre nous. Force fut au capitaine de retourner. Ce retour fit une impression extrêmement pénible sur nous deux. Bakounine regardait tristement comment le rivage de Petersbourg, qu'il pensait avoir quitté pour des années, s'approchait de nouveau avec ses quais parsemés de sinistres figures de soldats, de douaniers, d'officiers de police et de mouchards grelottant sous leurs parapluies usés. ... Ah ! Monsieur, il faut voir l'enthousiasme sans bornes, la joie, les larmes aux yeux, chaque fois qu'un Russe passe la frontière de sa patrie et pense qu'il se trouve maintenant hors du pouvoir de son Tsar ! »

1976 (2)

« Six jours seulement sont passés et nous nous habituons déjà à des conditions de vie toutes nouvelles et à les considérer comme aussi naturelles et allant de soi que celles de notre vie passée nous semblaient absurdes et contre nature. Vous ne pouvez savoir quelle impression étrange et merveilleuse ce peut être de pouvoir parler avec des gens dès la première rencontre ; de parler sans précautions, sans réserves, sans réticences ; de lire de nos propres yeux ce qu'on ne pouvait, avant, qu'écouter l'oreille collée au poste, au milieu des parasites et des crachotis du brouillage, de voir partout des visages aimables, souriants, au lieu de visages mauvais et hostiles. Tout cela qui nous fait éprouver en même temps une sorte de honte : Toi, tu t'es sauvé... ; mais les autres restés là-bas ! Et ceux qui n'ont pas eu la chance de naître avec un peu de sang juif dans les veines (alors que le malheur, jusque-là, était justement d'en avoir) et qui ne peuvent que rêver à une émigration impossible. Et pourquoi l'émigration ? Comment pourrait-on se résigner jamais à ce que ce soit la seule délivrance possible ?

Il semble qu'on ressente ici d'une manière encore plus évidente le caractère monstrueux de cette maladie qui a tout rongé en Russie, jusqu'à l'âme des gens. Nous l'avons éprouvé une dernière fois au cour des fouilles de la douane. Le raconter est quasi impossible. Imaginez un mélange barbare d'impudence, de vol, de cruauté jusqu'au sadisme, d'absurdité et d'humiliations. Si l'on en juge d'après les descriptions des fouilles auxquelles sont soumis les prisonniers à l'entrée des camps, c'est au même genre de traitement que nous avons été soumis. Mais peut-il en être autrement si tout le pays en fait se trouve derrière les barbelés avec seulement des différences selon les zones dans la rigueur du Régime. »

---

(1) Extrait d'une lettre d'Alexandre Herzen à Michelet, reproduite dans *Michel Bakounine et les autres*, d'Arthur Lehning - Coll. 10/18.

(2) Extrait d'une lettre d'un émigré russe dont le nom ne peut être donné.

PROFESSIONS DE FOI

« Staline incarne tout ce qu'il y a de meilleur dans le prolétariat international.

Et nous, communistes, que l'ennemi de classe et ses agents croient outrager en nous appelant staliniens, nous redisons bien haut, comme il y a vingt ans, notre fierté de ce titre d'honneur et de gloire, que nous nous efforcerons de mériter. De tout notre cœur, nous proclamons notre amour ardent pour Staline et nous l'assurons de notre confiance inébranlable. »

Maurice THOREZ, (21 déc. 1949).

« Mais le stalinisme vit et il est immortel.

Le nom sublime du maître génial du communisme mondial resplendira d'une flamboyante clarté à travers les siècles et sera toujours prononcé avec amour par l'humanité reconnaissante.

A Staline, à tout jamais, nous resterons fidèles. »

FRANCE NOUVELLE, (14 mars 1953)

« Les bandits titistes font peser sur la Yougoslavie une terreur féroce. Leur but est la destruction du P.C. yougoslave en tant que marxiste-léniniste et sa transformation en un parti fasciste.

Quant au prisons de Tito, elles n'ont rien à envier à celles de Franco ».

J. DUCLOS,

(Cahiers du communisme, octobre 49).

(Citations reprises de « L'Ecole Emancipée », du 5 février 1977).

CEUX QUI S'EN VONT

Un grand souvenir **Un bel exemple**

GABRIELLE BOUET

Les instituteurs et institutrices venus à l'action syndicale après la guerre de 14-18, et avec eux les militants syndicalistes de cette génération, auront appris avec une grande tristesse la mort de Gabrielle Bouët, décédée le 15 janvier à Biarritz et inhumée là-bas, en pays basque. Elle disparaît sept ans après son vaillant compagnon :

Gabrielle et Louis Bouët, un couple exemplaire de militants exemplaires dont l'action jamais démentie a fortement marqué le syndicalisme universitaire depuis le début du siècle. Il faudrait pouvoir évoquer, par-delà la banalité des mots, la personnalité de cette femme charmante au fin visage empreint d'énergie et de dignité, mais aussi du calme souriant que donne la sincérité des convictions — ce qui n'excluait pas les saintes colères !

Il faudrait rappeler, avec la simplicité de sa vie, sa tendresse pour les siens et ses amis, la rigueur de ses convictions, sa fidélité aux engagements de sa jeunesse toute vouée au service de la classe ouvrière, le cran qu'elle a montré dans les moments difficiles de l'action militante comme dans les épreuves cruelles de sa vie familiale (elle a vu mourir son fils et sa fille, tous deux instituteurs) et dans les souffrances dernières de sa longue vie.

Gabrielle Bouët est née à Oran où son père instituteur d'avant-garde avait été déplacé ; la mort de celui-ci à 49 ans ramena la famille DECHEZELLES (six enfants) à Saumur. C'est là que Gabrielle rencontra Louis Bouët, jeune instituteur alors qu'elle travaillait comme comptable dans une maison de commerce. Louis lui fit préparer les examens pour qu'elle entrât dans l'Enseignement ; intelligente et vaillante comme nous l'avons connue, elle ne pouvait que réussir.

Et c'est ainsi qu'en 1904 le jeune ménage d'instituteurs s'engagea dans une carrière qu'il devait aimer et honorer sans défaillance et sur la voie de l'action syndicale qui demandait aux lutteurs de cette époque beaucoup de courage et d'abnégation, action qui leur valut bien des épreuves et une suite de peines disciplinaires y compris la révocation, sans compter les déceptions déchirantes.

C'est en 1920 que la charge de « L'Ecole Emancipée » fut confiée à nos amis Bouët ; ils en firent une revue combative où soufflait l'esprit révolutionnaire et qui eut une grande audience tant dans le mouvement syndical que dans le mouvement pédagogique. Si Gilbert Serret fut en relations presque quotidiennes avec les Bouët, nous n'avons eu pour notre part que le privilège de « travailler pour Gabrielle », c'est-à-dire pour la partie pédagogique de la Revue et pour les « Lectures pour la Jeunesse » que notre amie venait de créer et qui eurent tant de succès auprès des enfants. On trouvera dans « *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste* » (1) des détails impressionnants sur l'activité syndicale, sociale, pacifiste des Bouët, ces militants qui ont connu deux guerres, plusieurs scissions syndicales, la grande promesse que fut la Révolution d'Octobre et les déchirements qui ont suivi.

Nous rappellerons seulement qu'ils contribuèrent à créer les premiers syndicats d'instituteurs ; que, fidèles à l'internationalisme prolétarien, ils furent à côté de Monatte et de Rosmer, opposants à la guerre impérialiste et militants du « Comité pour la reprise des relations internationales », qu'ils furent parmi les premiers communistes de France ; puis, lucides et courageux, contre le stalinisme et ses ravages.

Et maintenant Gabrielle est morte. Avec elle, disparait *un des derniers pionniers du syndicalisme universitaire*, ceux que nous appelions « la vieille garde » et dont la vie reste un exemple.

Avec un soupçon d'ironie, Jean Rabaut dans son ouvrage « Tout est possible ! Les gauchistes français *(1929-1944 ») présentent Louis et Gabrielle Bouët comme* « les porteurs de la loi morale » dans la FEDERATION UNITAIRE DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT. Il y a du vrai dans cette remarque et c'est notre fierté d'avoir eu de tels guides.

France SERRET.

(1) Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste (Louis Bouët), éd. L'Amitié par le Livre.

Informations syndicales

COMMUNIQUE DE L'INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION (I.T.A. - Genève)

Sous la menace d'un boy-cott mondial, Seagram cède après deux ans de conflit

La société SAGRAM Co Ltd a cédé après deux ans de conflit avec la section syndicale 604 (Colombie britannique, Canada) de la Fédération des travailleurs du commerce RWDSU (AFL-CIO, CTC), en acceptant le 7 février la réouverture de deux distilleries de whisky et en signant une nouvelle convention collective qui accorde des augmentations de salaires et des avantages sociaux représentant une masse salariale globale supérieure de quelque 56 % à celle d'il y a deux ans.

L'accord est intervenu neuf jours après la décision du 18e Congrès de l'Union Internationale de l'alimentation et des branches connexes (U.I.T.A.) d'appeler à un boycott international des produits Seagram.

Le Congrès, qui s'est tenu à Genève du 24 au 28 janvier, a adopté une résolution soumise par la RWDSU demandant à toutes les organisations affiliées de « refuser de manutentionner, transporter ou acheter les produits Seagram jusqu'au règlement du litige ». Avant même la fin du Congrès de l'U.I.T.A., les membres des fédérations des travailleurs des hôtels-restaurants et du commerce de Suède et de Norvège avaient arrêté de servir ou de vendre les produits Seagram. Des initiatives analogues avaient été prises à Majorque (Espagne), et une campagne d'envergure nationale démarrait quand Seagram a cédé.

Seagram, dont le siège est à Montréal, possède quelque 150 filiales dans 30 pays. Son chiffre d'affaires a dépassé 2 milliards de dollars en 1976.

LA SITUATION SOCIALE SE DEGRADE DANS LA BATELLERIE

La section F.O. de la Navigation intérieure soutenue en cela par la Confédération et la Fédération F.O. des Ports et Docks, a tenu une conférence de presse le mercredi 23 février 1977.

Au cours de celle-ci les responsables syndicaux ont, preuves à l'appui, dénoncé le viol permanent des lois sociales par les employeurs de la Batellerie, à l'encontre des travailleurs salariés de ce secteur professionnel.

A cette occasion, il a été démontré que :

— les lois sur la durée du travail n'étaient pas respectées en ce qui concerne l'application de la législation sur les 40 heures ;

— l'équivalence de 63 heures d'astreinte pour 40 heures de rémunération était appliquée illégalement depuis 1937 ;

— la Batellerie était dépourvue d'une véritable Inspection du travail, ce contre quoi F.O. a élevé une vive protestation en demandant l'institution d'un service spécifique d'Inspection du travail adapté à la navigation intérieure ;

— le repos hebdomadaire n'était pas appliqué.

LES FAITS DU MOIS

FEVRIER 1977

JEUDI 3. — Rencontre au sommet, à Paris, entre Giscard d'Estaing et le chancelier Helmut Schmidt.
— En Inde, M. J. Ram, doyen du gouvernement de Mme Gandhi, quitte le gouvernement et démissionne du parti du Congrès.
— En Irlande du Nord, M. Jeffrey Agate, directeur de l'usine Dupont de Nemours à Londonderry, est tué de plusieurs coups de feu.

VENDREDI 4. — Alexandre Guinzbourg est arrêté à Moscou ; il gérait un fonds d'aide aux détenus politiques et aux familles d'opposants privés de travail.
— Coup de force dans la junte militaire d'Ethiopie ; le général-président est tué ; le pouvoir reste aux militaires les plus radicaux.

SAMEDI 5. — George Krimsky, correspondant à Moscou de l'Association Press, est expulsé d'U.R.S.S.
— Diffusion à Prague d'une liste de 208 nouveaux signataires de la « Charte 77 » sur les droits de l'homme.

LUNDI 17. — Le président Giscard visite la Bretagne. Manifestations diverses.
— Au Portugal, réorganisation de la presse nationalisée.
— Washington réplique à Moscou en expulsant un journaliste de l'Agence Tass.
— Bataille commerciale entre l'Europe et le Japon : la Commission de Bruxelles décrète une taxe de 20 % sur les importations japonaises de roulements à billes.
— Le porte-parole du département d'Etat des U.S.A. exprime son inquiétude sur le sort du contestataire Guinzbourg en U.R.S.S.

MARDI 8. — Le président Carter a nommé l'amiral Turner à la tête de la C.I.A.
— Au Brésil le Ministre de l'Industrie démissionne. La Fédération du Commerce de Sao Paulo diffuse un manifeste pour le rétablissement de la démocratie.

MERCREDI 9. — L'Espagne et l'U.R.S.S. rétablissent des relations diplomatiques rompues depuis 1939.
— Le gouvernement français autorise vingt groupes industriels, dont l'E.D.F., à importer directement leur pétrole.
— Grève dans les transports parisiens.

JEUDI 10. — Dans un article du « Monde », Jean-Paul Sartre prend parti contre l'Europe « germano-américaine » et l'élection d'un parlement européen.

VENDREDI 11. — La nouvelle politique américaine se dessine : accommodement avec Cuba ; dénonciation des dictatures sud-américaines.
— « La Pravda » reprend ses attaques contre la Chine.
— Les deux dignitaires franquistes enlevés et séquestrés en Espagne, l'un depuis plusieurs mois, sont libérés.

SAMEDI 12. — Le physicien contestataire Youri Orlov est arrêté à Moscou.

DIMANCHE 13. — Giscard d'Estaing en visite officielle au Mali.
— La France étend à 200 milles sa zone économique maritime (à l'exception de la Méditerranée).

LUNDI 14. — En Argentine, disparition du dirigeant, Oscar Smith, du syndicat des travailleurs de l'électricité, au lendemain d'un accord du gouvernement et des deux cent mille travailleurs de cette industrie.

MARDI 15. — Au terme de sa visite officielle au Mali, le président Giscard déclare que plus aucune livraison d'armes ne sera faite à l'Afrique du Sud.
— A Moscou, le président du groupe d'Amnesty International reçoit « un dernier avertissement » de la police.
— Mort à Barcelone de Francisco Isgleas, ex-secrétaire de la C.N.T., théoricien de l'anarcho-syndicalisme.
— En Israël, M. Yadlin, ex-gouverneur de la Banque d'Etat et président de la caisse-maladie de la centrale syndicale Histadrouth, avoue des détournements de fonds.

MERCREDI 16. — Au Danemark, après dissolution du Parlement, les élections renforcent nettement la position du gouvernement minoritaire social-démocrate.
— Pour la première fois, une délégation de l'U.R.S.S. entre en pourparlers avec la Communauté européenne ; c'est au sujet du droit de pêche.
— Mort du ministre travailliste anglais, Anthony Crosland, secrétaire au Forcign Office.

DIMANCHE 20. — Manifestations anti-nucléaires en Allemagne fédérale, ainsi qu'en Alsace et dans l'Isère.

LUNDI 21. — Le projet de budget présenté par le président Carter est notablement et volontairement déficitaire.
— Le Dr David Owen, âgé de trente-huit ans, est nommé ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne.

MERCREDI 23. — Le dissident de l'U.R.S.S., André Amalrik, manifeste devant l'Elysée contre le refus du président Giscard de le recevoir.

JEUDI 24. — Au congrès du parti travailliste israélien, M. Rabin, premier ministre, l'emporte de peu sur M. Pérès, ministre de la Défense.
— Au Japon, lancement d'un satellite géo-stationnaire.

VENDREDI 25. — Grève des chemins de fer en Belgique contre la politique économique du gouvernement.
— Annonce de chômage partiel pour cinquante mille salariés chez Berliet, Usinor et à la SNIAS ; un accord entre le patronat et les centrales syndicales permet une meilleure indemnisation.
— En Algérie, élection d'une Assemblée populaire nationale ; le choix se fait entre trois candidats désignés.

SAMEDI 26. — Incendie à Moscou dans un hôtel géant pour étrangers ; une cinquantaine de morts.

DIMANCHE 27. — Nouvel incendie à Moscou dans un autre hôtel voisin du ministère de la Marine marchande.
— L'escudo, unité monétaire portugaise, est dévaluée de 15 %.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE FEVRIER 1977

RECETTES		
Abonnements ordinaires	1.281,00	
Abonnements de soutien	2.030,00	
		3.311,00
Souscription		740,00
Ventre au numéro		150,00
Total des recettes		4.201,00
En caisse le 1-2-77		7.709,31
		11.910,31
DEPENSES		
Impression et expédition du numéro de nov. 76		4.950,25
Frais tenue de compte P.T.T.		5,00
Voyage février		154,00
Total des dépenses		5.109,25
En caisse le 28-2-77		6.801,06
		11.910,31

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Chambon (44) 100 ; Gendrot (75018) 100 ; Sorin (44) 120 ; Boissier (43) 100 ; Robquin (60) 100 ; Guillon (22) 70 ; Fourgeaud (83) 75 ; Bossière (92) 80 ; Moreau (94) 100 ; Lacrouts (14) 160 ; Alessandri (20) 100 ; Mme Bercher (45) 100 ; Schanz (93) 100 ; Bettefort (94) 70 ; Mme G. Christophe (94) 100 ; Roessel (75014) 70 ; A. Simon (38) 65 ; M. Buisson (39) 70 ; Guégain (92) 70 ; Barlet (42) 100 ; Bailot (61) 80 ; Lemire (92) 100.

SOUSCRIPTION

Ragot (44) 50 ; A. Faucier (60) 40 ; Duperray (42) 10 ; Y. Nicaise (78) 100 ; Lacrouts (14) 240 ; Catteau (71) 30 ; Hémy (71) 20 ; Duperray (42) 10 ; Bravey (07) 50 ; Testud (42) 40 ; Mlle Rozet (69), 150.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21. rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

C.C.P. 734.99 Paris

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.